

MERCREDI 26 FEVRIER 2014

- = Pic pétrolier ou banksters ? Malthus ou Marx ? Quels sont les soubassements de la crise ? p.1
- = Projet en préparation pour saisir TOUTE L'EPARGNE des 500 millions d'Européens pour la mettre à disposition des banques (en faillite) p.6
- = Le vent tourne sur le marché des métaux précieux p.7
- = « **SCOOP : La Chine réduit massivement son stock de dette US... et la Belgique compense !** » p.9
- = **La Cour allemande, un tigre de papier p.18**
- = LA SPIRALE INFERNALE DE LA CAPITALISATION BIDON p.19
- = RÉFÉRENDUM EN ÉCOSSE : 49 – 37 p.22
- = Eolien au Danemark p.24
- = 'Maintenant, le gouvernement américain veut vos mots de passe' p.25
- = Euro : même Jean-Marc Vittori vient de comprendre ! p.27
- = Se préparer à l'après-euro p.27
- = De la dictature (babelienne) à la démocratie p.29
- = Cacounet (cac40) : Un warning vient de s'allumer en Unité de temps 4 heures! p.32
- = Les rendements décroissants des zones suburbaines. [article long] p.32
- = [histoire] Les machines à mort ? p.44



VIDÉO DU JOUR

<http://www.youtube.com/watch?v=QUBIOMhzjeY> (3:38 minutes)



Pic pétrolier ou banksters ? Malthus ou Marx ? Quels sont les soubassements de la crise ?

Publié par yoananda le février 26, 2014



Cette vidéo (en anglais, et très technique) est **cruciale** pour comprendre la crise.

<http://www.youtube.com/watch?v=dLCsMRr7hAg> (1:05 heure)

Rappel : manque de pétrole ou crise financière ?

La théorie du pic pétrolier reste très marginale. Pourtant, si elle est vraie, alors il ne sert à rien de gérer la crise comme on le fait actuellement (austérité / soutien aux banques / etc...). Au contraire, ça ne ferait que l'aggraver : comme une maladie, si vous donnez le mauvais médicament à cause d'un mauvais diagnostic, non seulement vous réparez pas ce qui doit l'être, mais en plus vous empoisonnez ce qui va encore à peu près bien.

Pourquoi le pic pétrolier reste-t-il confiné à des débats d'experts plus ou moins sectaires ?

Parce qu'elle est fautive ? Non. Parce qu'il y a une autre théorie pour l'expliquer, ce que j'appelle le cannibalisme.

Qu'est-ce que le cannibalisme ? C'est quand le capitalisme devient cannibale et s'auto-dévore. C'est la théorie en vigueur : la finance dérégulée capte le peu de croissance qu'il y a, du coup, le capital rapporte, mais plus le travail. Les consommateurs ont de moins en moins de moyens et finalement, la demande chute, et sans demande, il n'y a plus de quoi offrir du travail au gens, donc c'est le chômage, qui fait encore plus chuter la demande, etc... C'est la fameuse "crise financière".

Citation de [Lenglet](#) :

La mise en concurrence des systèmes par la mondialisation a abouti à une dépression de la demande et une progression de l'endettement. Nos problèmes macro-économiques s'expliquent en partie par le libre-échange non tempéré qu'on a connu depuis la fin des années 90.

C'est la concentration des richesses qui explique la crise. C'est l'explication Marxiste, car qui dit riche, dit pauvre, et donc lutte des classes. C'est sur cette vague que surfe Soral en France et d'autres ailleurs.

C'est l'explication officielle de la crise. Elle explique les tentatives pathétiques de notre vice chancelier aux ordres de ... on ne sait plus trop si c'est Bruxelles, Washington ou Berlin, mais ce qui compte c'est "aux ordres de quelqu'un d'autre que le peuple".

Bref.

Cette explication de la crise est tout à fait valable. Les 2 chocs pétrolier des 1971 et 1979 sont perçus comme des chocs, non pas pétroliers, mais politiques. Le premier serait dû à la guerre du Kippour, et le second à la révolution Iranienne. La preuve serait qu'une fois les chocs passés, on a eu le "contre-choc", c'est à dire profusion de pétrole pas cher.

En plus, vous rajoutez à cela la robotisation : un robot qui remplace un travailleur, c'est du capital qui remplace du salarial. En gros, si vous avez de l'argent, vous le placez dans une usine robotisée qui va rapporter plus qu'une usine pleine de grévistes potentiels. Ce qui dévalue le salarial vis à vis du capital. Et on se retrouve avec une inflation des actifs (les maisons, les usines, les machines) et une déflation des salaires sur les plus fragiles (les pays les moins modernes : Grèce, Portugal, etc...)

En face on a le pic pétrolier. Il explique exactement les mêmes effets, mais de manière différente : 1971, c'est le pic pétrolier des USA. 1979, c'est le pic mondiale du pétrole onshore (pas besoin d'aller forer en mer).

Schématiquement, comme le pétrole conditionne la croissance et qu'il y a moins de pétrole, la croissance devient de plus en plus pénible. Donc on fait quoi pour stimuler la croissance ? on dérégule (=mondialisation) et on relance la demande (endettement des états). Comme il y a moins de pétrole, et bien ce sont les plus riches et les plus productifs qui se servent en premier (les USA et la Chine), les autres (Afrique et Europe), arrivent après et prennent ce qu'il reste. Exactement comme partout dans la nature : par exemple, les ours les plus forts chassent les plus faibles et se réservent les meilleurs spots de Saumon. Donc quand il y a moins de saumons dans la rivière, c'est les plus faibles qui trinquent en premier : les riches ne voient pas la crise. C'est ce qui s'appelle l'ordre de préséance.

Mais si le problème c'est vraiment un problème pétrolier, la première chose à comprendre, c'est qu'on ne peut pas y faire grand chose. C'est une question d'innovation technologique, et ça ne se commande pas. On peut éventuellement faire des économies, mais notre infrastructure est ce qu'elle est, on ne peut pas tout refaire.

Si le problème c'est le pic pétrolier, alors on a une raison de tous s'unir pour trouver une solution : relancer la croissance, aider les banques et les réguler, maintenir les retraites, les aides sociales, etc... tout ça n'est d'aucun secours face au pic de terres arables, au pic d'eau, au pic halieutique (pic poissons), au pic du cuivre, etc... Au contraire même ça ne fait qu'aggraver la situation et désigner des faux coupable (les riches – qui du coup vont se défendre).

Par contre, si c'est un problème de concentration des richesses, alors en effet, on pourrait compter sur la répartition des richesses, sur l'augmentation des salaires, etc... Après tout ça fonctionnait bien avec le fordisme et pendant les 30 glorieuses, le niveau de vie de tout le monde progressait.

Bref.

Les deux théories sont valables, et même probablement vraies dans une certaine mesure. Mais dans quelle proportion ?

D'un côté Marx et sa lutte des classes, et l'autre côté Malthus et ses ressources qui s'épuisent.

Ça fait plus de 6 mois que je me pose la question pour savoir comment les départager. J'avais quelques éléments de réponse (le prix du pétrole qui ne baisse pas, 6 dollar de dette pour 1 dollar de croissance), mais rien de suffisamment rigoureux. Je glanais jusqu'à ce que je tombe sur cette vidéo.

C'est bien le pic pétrolier qui explique la crise

En général les débats sont étanches : je n'ai trouvé personne qui essaye de départager le pic pétrolier de la crise capitaliste. Les Paul Jorion et autres ne veulent pas entendre parler du pic pétrolier : la preuve la production continue d'augmenter. Et à l'inverse, les ingénieurs et experts du pétrole ne comprennent pas bien l'économie et ne savent pas contrer leurs arguments (exemple : si le pétrole manque, les prix montent, provoquant une augmentation des investissements et des innovations, faisant monter la production de pétrole, et retour à la normale). Les théories économiques

actuelles sont basées sur les maths du siècle dernier et ne savent pas modéliser autre chose que des équilibres (tout ce qui chaotique – non linéaire – leur échappe). Elles sont déficientes par nature, mais elle font illusion et surtout autorité.

Cette vidéo compare les 2 théories. C'est assez touffue et technique, mais il démontre sans ambiguïté que la crise est bien due au pic pétrolier.

Résumons :

1. c'est l'offre de pétrole qui est contrainte
 2. c'est la demande qui est contraire
- Il commence par expliquer pourquoi la contrainte par la demande (la théorie officielle) est bancal (en gros, c'est l'OPEC qui ajuste la production).
 - Il explique que la demande est bien là et montre que la croissance du PIB n'est plus normale depuis 2005 (pic mondial du pétrole conventionnel). Par exemple, la Chine est en train de passer à la voiture en ce moment même, et il compare avec ce qui s'est passé en occident. Clairement, le "relais de croissance dans les émergents" n'est pas contraint par la demande (qui est très forte) mais par l'offre de pétrole.
 - Si on se réfère à la demande, on devrait produire une Arabie Saoudite de plus qu'on ne le fait.
 - Il explique aussi que les investissements chez les Majors (les plus grosses compagnies pétrolières) ont explosées, mais que la production ne suit pas. Shell est même obligé d'emprunter pour payer ses dividendes et a abandonné le pétrole arctique (trop compliqué).

Pour plus de détails sur la démonstration vous pouvez consulter les [slides](#) avec tous les chiffres et les courbes.

Ça ne signifie pas que la crise financière n'existe pas, au contraire : elle est une conséquence. Ça ne signifie pas qu'il ne faut pas la résoudre. Mais ça signifie que pour la résoudre il faut ouvrir le capot voir ce qui se passe en dessous, dans le moteur de l'économie. Ça signifie aussi qu'il faudrait expliquer au gens ce qui se passe vraiment, sinon, on va tous finir par s'étriper sans même comprendre pourquoi (et si on comprenait, on n'aurait pas besoin de le faire).

Pour l'instant, on compense avec le gaz (notamment le gaz de schiste),

comme l'a fait l'Italie. Mais vient un moment où le décrochage finit par arriver. Entre temps, on n'aura rien résolu, rien anticipé.

Projet en préparation pour saisir TOUTE L'EPARGNE des 500 millions d'Européens pour la mettre à disposition des banques (en faillite)

Wikistrike Mardi 25 février 2014

Préparation d'une saisie globale de l'épargne dans 28 pays européens

C'est un article laconique qui est tombé sur le fil Reuters mais vous n'en avez pas entendu parler sur nos Merdias habituels. L'article technique du FMI et validé par la Bundesbank (voir plus bas) a cette fois été validée par les zombies de l'Union Européenne. Un rapport est en préparation pour saisir TOUTE L'EPARGNE des 500 millions d'Européens pour la mettre à disposition des banques (en faillite).

Messieurs Barnier et Moscovici, vous n'êtes que des menteurs. Si la crise de la zone euro est "terminée" alors pourquoi ce projet de vol global directement sur le compte des Européens???

Regardez ce qu'écrit Reuters: "**the savings of the European Union's 500 million citizens could be used to fund long-term investments to boost the economy and help plug the gap left by banks since the financial crisis, an EU document says**".

Difficile d'être plus clair et de voir que Mario Draghi, Mr Goldman Sachs, en est arrivé là pour sauver la Banque Centrale Européenne. Saisir l'épargne des gens. Cela revient à peu près à ce qu'avait fait Roosevelt qui avait forcé les Américains à lui vendre leur or à un prix très bas, payé par la planche à billets. Plus de 80 années plus tard, il suffit à Mr Draghi d'appuyer sur un bouton pour que tous les ordinateurs de banque, interconnectés dans tous les pays, opèrent cette saisie un vendredi à 17 heures.

ZH écrit: "*So as Europe finally admits that the ECB has failed to unclog its broken monetary pipelines for the past 5 years (...) Mobilize, once again, is*

a more palatable word than, say, confiscate."

Lire [ici Reuters](#), [ici ZH](#) et [ici la Libre.be pour un rappel sur la validation de la Buba](#) qui demande à ce que toute saisie soit faite le week-end.

<http://www.jovanovic.com/blog.htm>

Le vent tourne sur le marché des métaux précieux

26 fév 2014 | [Eberhardt Unger](#)

▪ En dépit de tous les facteurs fondamentaux positifs, les prix des métaux précieux ont considérablement baissé en 2013.

Les ventes des ETF (*exchange traded funds*) ont été les achats des banques centrales et en particulier de ceux de la Chine. Le vent tourne sur le marché des métaux précieux : le stock en ETF que l'on peut, plus ou moins, considérer comme de l'or papier a diminué, mais par la demande en or physique continue d'être forte.

En début d'année, les prévisions économiques pour 2014 et 2015 ont souvent été très positives pour les pays industrialisés. Les indicateurs avancés indiquent une conjoncture favorable... mais l'euphorie est tout à fait inappropriée car la reprise autonome n'est toujours pas en vue.

Même si la Fed freine ses achats d'obligations, la politique monétaire ultra-expansionniste des banques centrales continuera encore, au moins pour les douze prochains mois. La dette dans tous les secteurs a atteint un tel niveau qu'une hausse des taux d'intérêt conduirait rapidement à l'effondrement de l'ensemble du système financier.

Si le Fed Funds Rate grimpe à 4% d'ici 2020, le gouvernement américain devra payer 1 000 milliards de dollars d'intérêt annuel. La dette américaine a atteint 18 200 milliards de dollars, largement au-dessus du précédent plafond légal, ce qui montre l'extrême niveau de risque atteint. La faiblesse des taux du marché monétaire encourage les investissements en métaux précieux ; investissements qui par la même occasion permettent de se protéger contre le risque systémique.

▪ **Record d'achat d'or en Chine**

Pourquoi la Chine en 2013 a-t-elle acheté 1 139 tonnes d'or (un record) via Hong Kong, prenant ainsi la place de l'Inde en tant que plus grand acheteur ?

Officiellement, la Banque populaire de Chine ne détient que 1 054 tonnes d'or dans ses réserves.

Par ailleurs, le prix de l'argent métal est très sous-évalué, de sorte que les instituts d'émission de la monnaie n'ont jamais autant frappé de pièces d'argent. Les ventes de pièces d'argent ont été quatre fois plus élevées en janvier qu'en décembre.

C'est seulement maintenant que l'on s'aperçoit que les banques centrales, en 2013, n'ont pas vendu mais acheté de l'or (voir tableau ci-dessous — source : WGC). Beaucoup d'entre elles cherchent à réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar.

Turquie 150,4 tonnes (4,83 millions d'onces)

Vietnam 110 tonnes (3,53 millions d'onces)

Russie 57,3 tonnes (1,84 millions d'onces)

Kazakhstan 24,16 tonnes (776,762 onces)

Azerbaïdjan 16,02 tonnes (515,054 onces)

Sri Lanka 6,51 tonnes (209,301 onces)

Népal 6,22 tonnes (199,977 onces)

Ukraine 6,22 tonnes (199,977 onces)

Indonésie 4,04 tonnes (129,889 onces)

Vénézuela 1,87 tonnes (60,121 onces)

Du fait de l'inflation, les principales devises mondiales ont perdu plus de 90% de leur valeur au cours des 100 dernières années. Si les taux d'inflation publiés actuellement sont faibles, il faut se rappeler que, ces dernières décennies, les méthodes de calcul ont été modifiées environ 20 fois et que ces chiffres, devenus artificiels, ne reflètent pas la réalité (par exemple : taux de base calculé hors énergie et produits alimentaires, prix hédonistes).

De plus, il existe d'autres types d'inflations — par exemple sur les prix des actifs ou sur les dettes. Comment peut-on se protéger contre les pertes en valeur si ce n'est par l'achat de métaux précieux ? La politique de taux zéro et le QE préparent les prochaines bulles !

▪ **Conclusion**

Dans un monde que l'endettement excessif a rendu incontrôlable et dans

lequel la politique monétaire n'a plus de marge de manoeuvre, les métaux précieux restent l'une des rares options pour protéger la valeur de son argent, un actif stable sur le long terme et mobilisable à tout moment.

« SCOOP : La Chine réduit massivement son stock de dette US... et la Belgique compense ! »

Charles Sannat 26 février



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

De la désaméricanisation théorique à la mise en pratique. Voilà l'un des phénomènes financiers majeurs auquel nous assistons sans que, pour le moment, ses conséquences ne soient encore trop visibles. Pourtant, tout semble se mettre en place et encore une fois, l'arrêt des QE (les quantitative easing, c'est-à-dire les injections de liquidités de la Banque centrale américaine, la FED, via des rachats de dettes soit bancaires soit du Trésor américain) est assez surprenant pour ne pas dire totalement incroyable.

Souvenez-vous. Il y a quelques mois, au plus fort du psychodrame sur le relèvement du plafond de la dette US et sur les blocages politiques au Congrès américain, alors que les États-Unis connaissaient un « shutdown », la Chine mettait en garde presque officiellement les USA et indiquait d'une manière forte qu'elle allait passer à l'étape de désaméricanisation de sa propre économie en essayant de réduire son exposition à la dette américaine et au dollar américain.

La Chine, premier détenteur mondial de dette US, a pour le moment utilisé 3 leviers pour concrétiser sa politique de désaméricanisation.

Le 1er est basé sur des achats massifs d'or métal livré physiquement en Chine qui est devenu en moins de 3 ans ni plus ni moins que le premier consommateur d'or mondial devant l'Inde. C'est la Chine et ses achats massifs qui ont soutenu les cours de l'or durant la phase de correction importante de l'année 2013 et qui, désormais, depuis le début de l'année 2014, pousse à nouveau les cours à la hausse.

Le 2e pilier est basé sur la multiplication des accords bilatéraux de changes pour commercer en yuan (la monnaie chinoise) et réduire la part du commerce extérieur chinois réalisé en dollar. De tels accords d'échanges de devises se sont multipliés tout au long de l'année 2013 et se sont amplifiés depuis le dernier trimestre 2013. Même la Chine et le Japon, dont pourtant les relations peuvent être tendues, ont signé un tel accord.

Le 3e levier consiste, quant à lui, en ce que la Chine utilise ses réserves de changes en dollars pour acheter des actifs à l'étranger comme des entreprises aux USA ou en Europe (pensez par exemple à la

prise de participation dans PSA, au rachat de Volvo ou encore au méga-programme immobilier en Californie). Dans ce cas, la Chine échange du papier monnaie (dollar en l'occurrence) contre des actifs réels.

Il existe un 4e levier très difficile à manier sans déstabiliser le plus gros marché à savoir celui des obligations souveraines et au premier chef, celui des bons du Trésor US. Encore une fois, la Chine est le plus gros détenteur de dette américaine... Pour désaméricaniser réellement, encore faudrait-il que Pékin se débarrasse de ses montagnes de bons du Trésor américain... ce qui, du point de vue de Washington, pourrait presque être considéré comme un acte de guerre. Je ne pensais pas que les Chinois commenceraient aussi rapidement à liquider leur part de dette US en raison de risques géopolitiques qu'une telle décision leur ferait prendre. Et pourtant nous venons d'apprendre que les Chinois se débarrassent bel et bien et massivement de la dette américaine qu'ils détiennent !

En décembre 2013, la Chine a revendu pour 48,8 milliards de dollars de dette US

C'est une dépêche de l'agence de presse financière Bloomberg du 19 février dernier passée inaperçue et presque pas commentée qui a vendu la mèche.

« La Chine, le plus important des créanciers étrangers américains, a réduit considérablement sa détention de bon du Trésor US (plus forte réduction en deux ans) alors que la Federal Reserve (la FED) a annoncé qu'elle réduisait ses plans de rachats d'actifs. »

Tout ou presque a été donc laconiquement résumé dans ces deux lignes et demie de l'Agence Bloomberg. En effet, la Chine a revendu en décembre 2013 pour presque 50 milliards de bons du Trésor américain alors qu'au même moment, la FED (la Banque centrale américaine) réduisait, elle, ses propres achats directs de dette américaine...

Une situation explosive sur le marché international obligataire

Il est évident, et là est la grande question, que la conjonction d'une réduction des rachats de dette US par la Banque centrale américaine elle-même et une vente massive de ses bons du Trésor par la Chine est une situation tout simplement explosive sur le marché obligataire mondial ! Un tel mouvement n'est tout simplement pas supportable... en tout cas si ces deux phénomènes devaient s'avérer durables.

De deux choses l'une. Soit il s'agit d'un simple coup de semonce de la part des autorités de Pékin et dans ce cas la Chine, à défaut d'augmenter encore sa position en dette américaine, maintiendra peu ou prou son exposition actuelle, soit la Chine a véritablement décidé de balancer tous les mois pour 50 milliards de dette US et dans ce cas, il va falloir que le marché mondial les absorbe, ce qui est évidemment impossible puisque les USA émettent de leur côté tous les mois pour plusieurs milliards de nouvelles dettes... C'est la raison précisément pour laquelle la FED rachetait massivement les dettes de son propre gouvernement. Il n'y avait pas assez d'acheteurs pour financer la dette américaine en plus à un prix bas (à 10 %, tout le monde voudra prêter à l'Oncle Sam, à 2,8 % à 10 ans, il y a nettement moins de volontaires !).

Cela veut dire que si la politique chinoise de revente est durable... alors la FED devra reprendre sa politique de création monétaire et racheter à nouveau massivement et sans doute encore plus qu'avant des obligations de l'État américain. Dans un tel cas, la réduction des QE ne pourra pas être durable et Janet Yellen devra changer rapidement de direction.

Où sont passés les 50 milliards vendus par les Chinois ?... En Belgique !

Non mes chers amis, ce n'est pas la dernière blague belge, bien que cela y ressemble furieusement.

Évidemment, lorsque j'apprends que la Chine vient de revendre pour 50 milliards de dollars de bons du Trésor, je me demande où est allé l'argent et qui a été l'acquéreur...

C'est une autre source parfaitement officielle puisqu'il s'agit du Département américain du Trésor lui-même qui nous apprend, dans son tableau de suivi des principaux détenteurs étrangers de bons du Trésor, qu'effectivement la Chine réduit son exposition d'environ 50 milliards alors qu'au même moment, en 4e position se classe désormais la Belgique (qui vient de faire la plus irréaliste des remontées dans le classement du Département du Trésor) puisque la Belgique a passé sa position, tenez-vous bien, de 200 milliards à 250 milliards en un mois... ce qui est un accroissement considérable.

Alors pourquoi la Belgique ? Pour tout vous dire, mystère et boule de gomme, aucune idée. D'ailleurs s'agit-il de la Belgique, de la Banque centrale de Belgique ou encore des Belges ? (Non, ce ne sont pas les Belges qui se sont mis à acheter des obligations américaines en même temps que chaque plat de moules frites...) Il se peut aussi que ce soit l'Europe puisqu'à Bruxelles... il y a la Commission européenne et tout un tas d'officines (sans oublier quelques grosses chambres de compensation assez opaque comme Euroclear). Bref, pour le moment, aucun fait mais beaucoup de supputations et d'hypothèses. Ce qui est avéré en revanche c'est que c'est bien via la Belgique que la vente des chinois a été absorbée et c'est bien la Belgique dont la part augmente dans le récapitulatif du Trésor (lien en annexe) significativement puisque sur 12 mois... sa détention double presque ce qui est colossal. Il se passe donc bien quelque chose et la Belgique est la plaque tournante de cette affaire.

Ce qui est sûr, c'est que les 50 milliards chinois ont été absorbés par nos amis Belges que je remercie chaleureusement de leur sacrifice financier car je préfère ces bons du Trésor en Belgique qu'en France.

Il va donc falloir surveiller comme le lait sur le feu les évolutions du marché obligataire car si la Chine continue son largage massif de bons du Trésor... ce ne sont pas nos pauvres amis Belges, aussi sympathiques soient-ils, qui pourront remplacer l'acheteur chinois devenu vendeur massif...

Mais pour faire durer le système encore un peu plus en profitant de leur « pouvoir de persuasion », nos grands amis les Américains risquent de forcer quelques nations à acheter encore plus de leur dette moisie... et la France, grand ami des Américains avec François qui a eu le tapis rouge d'Obama, devrait bien finir par se laisser tenter et faire un sublime chèque à l'Oncle Sam sur le dos des Français et des con-tribuables que nous sommes tous devenus. Nous attendons donc avec impatience pour voir si le stock de dette US détenu par la France évolue à la hausse (plus 3 milliards au dernier pointage, comme pour les Allemands).

Comprenez bien que ce genre d'information doit impérativement vous aider à prendre conscience que le système économique mondial tel que nous le connaissons est à bout de souffle, ce qui implique de manière logique que vous devez vous préparer à des bouleversements majeurs... ce qui n'empêche nullement d'espérer le meilleur pour chacune et chacun de nous.

Restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

LA seule croissance véritable pour la France? Celle des déficits !

« L'important c'est la trajectoire » nous répétaient à l'envie notre ami Pierrot et notre mamamouchi en chef. Sauf que « la France devrait afficher un déficit public équivalent 4,0 % du PIB cette année, supérieur à la moyenne de la zone euro et de l'Union européenne, selon les nouvelles prévisions de la

Commission européenne publiées mardi, moins favorables pour le pays que celles publiées en novembre.

En 2015, échéance à laquelle la France s'est engagée à ramener son déficit sous la limite européenne de 3 %, l'exécutif européen attend 3,9 %. Cette prévision s'entend à politique inchangée, alors que le gouvernement souhaite réaliser un effort de redressement des comptes supérieur à 15 milliards d'euros.

Dans ses prévisions d'automne publiées début novembre, la Commission prévoyait un déficit à 3,8 % en 2014 et 3,7 % en 2015. Pour 2013, elle prévoit que le déficit sera à 4,2 % du PIB, les chiffres officiels étant attendus fin mars.

Le budget 2014 prévoit de ramener le déficit à 3,6 % à la fin de l'année, avant 2,8 % fin 2015, une trajectoire incertaine selon la Cour des comptes française.

Selon la commission, le déficit structurel, qui gomme l'impact de la conjoncture, devrait se réduire de 0,5 point de PIB cette année, passant de 2,8 % en 2013 à 2,3 %, après une baisse de 0,8 point l'an dernier. »

Alors pour une fois, je suis confiant dans les prévisions de Bruxelles, et l'on peut même raisonnablement penser qu'avec les efforts de nos dirigeants, nous devrions allègrement dépasser ces prévisions et afficher une croissance de notre déficit et de notre dette bien supérieure aux attentes... Hélas, ce n'est pas une bonne nouvelle et cela nous rapproche chaque jour un peu plus du moment où notre pays devra constater son incapacité à honorer ses dettes.

Ce jour-là, il n'y aura personne pour venir nous aider, pas même le FMI ou l'Europe... puisque c'est nous qui finançons et pas qu'un peu ces deux organismes.

Préparez-vous car nous sommes effectivement sur la trajectoire de la faillite et rien ne viendra stopper notre avancée.

Grèce : retour à la croissance en 2014, accélération en 2015

D'après l'AFP qui relaie les dernières prévisions de la Commission européenne, » la Grèce retrouvera bien cette année le chemin de la croissance, qui devrait même nettement s'accélérer en 2015, avec une hausse du PIB de 2,9 %, accompagnée d'une amélioration des niveaux de chômage

et de dette, qui restent cependant exceptionnellement élevés, selon la Commission européenne ».

Alors nous remercions nos mamamouchis pour leur optimisme béat et leur volonté chaque année de nous dire que le pire est derrière nous afin d'atténuer un sentiment de désespoir qui pourrait poser quelques menus problèmes, mais hélas ces prévisions ne sont pas crédibles. Encore moins lorsque vous lisez dans cette édition du Contrarien l'article consacré par *Le Figaro* à la « future » crise des subprimes en Grèce, pays économiquement exsangue et qui est incapable de renouer avec une croissance forte et de passer d'une récession à la croissance d'un claquement de doigt !

La Grèce au bord d'une crise des « subprimes »

Alors que la Commission européenne, comme tous les ans depuis 7 ans, prévoit que là vraiment c'est sûr, l'année prochaine la Grèce va renouer avec la croissance, *Le Figaro* a sorti un excellent article sur les risques de non-remboursement des crédits qui pèsent sur les banques grecques en raison tout simplement du fait que les finances personnelles des gens, presque tous au chômage ou avec des salaires en très forte baisse, sont exsangues...

Les ménages grecs comme les entreprises ne sont plus en mesure de rembourser les crédits. Ainsi comme le dit *Le Figaro* :

« Selon les chiffres annoncés par le gouvernement grec, à la veille du retour de la troïka dans le pays, la Grèce serait en pleine rémission. Le pays pourrait même afficher un excédent budgétaire pour 2014, de plus d'un milliard d'euros. Pourtant, au quotidien, l'économie grecque révèle encore une puissante léthargie.

Après les sonnettes d'alarme tirées par nombre d'associations créées pour les surendettés, ce sont les banques qui prennent le relais. Dans un rapport publié dans la presse grecque, elles affirment que plus de 2 millions de prêts sont actuellement non remboursés. Il y aurait ainsi 800 000 prêts à la consommation, 900 000 cartes de crédit, 100 000 prêts à des PME et 300 000 prêts immobiliers, dont les échéances ne sont pas couvertes depuis au moins trois mois. »

Tout cela s'accompagne également de la fin du moratoire sur les saisies immobilières (début 2014) qui peuvent donc reprendre. Si 300 000 biens arrivent sur le marché en même temps... l'immobilier ne vaudra plus rien en

Grèce. Si les banques ne revendent pas, alors il faut financer le fait de « porter » ces créances.

Alors l'Europe peut toujours dire que la Grèce va renouer avec la croissance... je l'espère pour ce peuple qui souffre depuis de trop longues années, mais c'est très mal parti.

USA : nouvelle hausse du prix des logements en décembre

Série statistique parfaitement contradictoire aux USA. La confiance des ménages est en baisse, les prix de l'immobilier montent... mais le nombre de transactions diminue. Dans tout cela, il n'y a aucune logique si ce n'est celle de la manipulation des statistiques et encore moins de dynamique de croissance réelle. Je vous conseille la lecture de l'ensemble des articles de la rubrique USA du jour pour mieux comprendre l'aberration des chiffres qui nous sont communiqués et qui montrent des incohérences majeures. N'oublions pas que les banques ont gelé massivement les mises en ventes suite aux saisies afin de faire remonter les prix grâce notamment aux financements de la Banque centrale américaine... que la FED est en train de cesser... La situation va devenir rapidement très compliquée aux USA.

Selon l'AFP encore, « les prix des logements aux États-Unis ont augmenté en décembre pour le 23^e mois consécutif, selon l'enquête Case-Shiller publiée mardi par Standard & Poor's.

Le prix moyen des logements à la vente dans les vingt plus grandes métropoles américaines a gagné 0,8 % par rapport au mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières, indique l'agence dans un communiqué.

L'indice, qui décrit l'évolution du marché avec deux mois de décalage, avait progressé à un rythme légèrement plus soutenu en novembre (+0,9 %).

Sur un an, l'indice a augmenté en décembre de 13,4 %, à peu près en ligne avec la prévision des analystes (13,6 %), et a signé en 2013 sa meilleure année depuis 2005, selon le communiqué.

L'agence estime toutefois que la situation du secteur immobilier est actuellement « plus morose ». »

Là encore, c'est à cause du froid polaire, tout en sachant que le nombre de

demandes de crédit immobilier est en baisse constante depuis plusieurs mois... y compris quand il faisait chaud et que le nombre de transactions diminue, enfin, les mises en chantier se sont effondrées ainsi que le moral des professionnels de l'immobilier. Mais puisque l'on vous dit que tout va bien, vous êtes priés de ne pas aller chercher plus loin.

USA : baisse surprise du moral des ménages en février

Série statistique parfaitement contradictoire aux USA. La confiance des ménages est en baisse, les prix de l'immobilier montent... mais le nombre de transactions diminue. Dans tout cela, il n'y a aucune logique si ce n'est celle de la manipulation des statistiques et encore moins de dynamique de croissance réelle. Je vous conseille la lecture de l'ensemble des articles de la rubrique USA du jour pour mieux comprendre l'aberration des chiffres qui nous sont communiqués et qui montrent des incohérences majeures. N'oublions pas que les banques ont gelé massivement les mises en ventes suite aux saisies afin de faire remonter les prix grâce notamment aux financements de la Banque centrale américaine... que la FED est en train de cesser... La situation va devenir rapidement très compliquée aux USA.

C'est une dépêche AFP qui nous a appris que « le moral des ménages aux États-Unis a essuyé en février une légère baisse qui a surpris les analystes, selon l'indice de confiance des consommateurs américains publié mardi par le Conference Board.

L'indice a cédé 1,3 point par rapport à janvier pour s'établir à 78,1 alors que les analystes tablaient sur une légère hausse de 0,1 point.

Le Conference Board a par ailleurs revu à la baisse son estimation du moral des ménages pour janvier, qui s'établit désormais à 79,4 points contre 80,7 initialement annoncé. »

Évidemment, c'est sans aucun doute parce que les Américains ont froid. Leur moral est donc congelé... l'économie aussi.

Chute des reventes de logements aux É.-U.

Série statistique parfaitement contradictoire aux USA. La confiance des ménages est en baisse, les prix de l'immobilier montent... mais le nombre de

transactions diminue. Dans tout cela, il n'y a aucune logique si ce n'est celle de la manipulation des statistiques et encore moins de dynamique de croissance réelle. Je vous conseille la lecture de l'ensemble des articles de la rubrique USA du jour pour mieux comprendre l'aberration des chiffres qui nous sont communiqués et qui montrent des incohérences majeures.

N'oublions pas que les banques ont gelé massivement les mises en ventes suite aux saisies afin de faire remonter les prix grâce notamment aux financements de la Banque centrale américaine... que la FED est en train de cesser... La situation va devenir rapidement très compliquée aux USA.

« Les ventes de logements anciens aux États-Unis ont reculé en janvier à leur plus faible niveau en 18 mois, selon des chiffres publiés vendredi par l'Association nationale des agents immobiliers américains (NAR).

Les reventes de logements ont chuté de 5,1 % par rapport à décembre pour s'établir à 4,62 millions en rythme annualisé, tandis que les analystes prévoient un recul moindre à 4,7 millions de transactions contre 4,87 millions en décembre. »

Chine : le revenu disponible par habitant en hausse de 8,1 % en 2013

BEIJING, 24 février – Le revenu disponible par habitant des Chinois a atteint 18 311 yuans (2 993 dollars) en 2013, en hausse de 8,1 % (ajusté en fonction de l'inflation), a annoncé lundi le Bureau d'État des statistiques (BES).

Wang Pingping, responsable des enquêtes auprès des ménages du BES, a déclaré à Xinhua que les données concernant les régions rurales et urbaines avaient été collectées de manière séparée avant 2013. « Ces données ont facilité l'élaboration de politiques, mais elles ne pouvaient pas illustrer le paysage complet des revenus à travers le pays », a-t-il expliqué.

Les autorités chinoises s'efforcent de coordonner le développement urbain et rural et d'améliorer la distribution de revenus, ce qui exige des données unifiées et des statistiques plus exactes, a poursuivi M. Wang.

En 2013, le revenu disponible par tête de la population urbaine chinoise a grimpé de 7 % sur un an pour atteindre 26 955 yuans en 2013, tandis que le revenu net par tête de la population rurale a augmenté de 9,3 % à 8 896 yuans.

Avec un seuil de pauvreté à 2 300 yuans de revenu annuel net, il restait fin

2013 près de 82,49 millions de ruraux vivant dans la pauvreté en Chine, chiffre en baisse de 16,5 millions par rapport à 2012.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

C'est une bonne nouvelle qui prouve sans conteste l'émergence d'une véritable classe moyenne en Chine. L'inflation est également contenue puisqu'elle s'établit officiellement aux alentours des 3 % sur l'année 2013. C'est donc une véritable hausse du pouvoir d'achat.

Un gros bémol toutefois. Les pauvres, en Chine, sont beaucoup plus nombreux que le chiffre officiellement annoncé de 86 millions de personnes, le seuil de pauvreté étant fixé d'une manière particulièrement basse...

Charles SANNAT

La Cour allemande, un tigre de papier

Par Mish - *Global Economic Analysis*

Publié le 26 février 2014

Suite à un vote de 6 contre 2, [le Cour allemande déclare Draghi juge et jury de la zone euro.](#)

Les juges suprêmes allemands ont décidé d'accorder à Mario Draghi le rôle de juge monétaire européen, du moins pour le moment.

Bien qu'elle doute de la légalité du programme d'achat d'obligations mis en place par la BCE en 2012 pour contrer la crise en Europe, la Cour suprême allemande a accepté hier son incapacité d'imposer un veto. Draghi sera donc en mesure de « faire le nécessaire » pour tenter de sauver l'euro pendant au moins une année supplémentaire.

« La Cour allemande dont tout le monde est terrifié est en fait un tigre édenté », a déclaré Charles Dumas, directeur de Lombard Street Research, lors d'un entretien avec Bloomberg Television. « Elle se défile ».

Par un vote de 6 contre 2, les juges allemands se sont rangés du côté de la Bundesbank – qui joue le rôle de Cour suprême économique dans l'imagination allemande – après s'être posés la question de savoir si la BCE avait abusé de son autorité en lançant son programme d'achat d'obligations.

Ayant reconnu que la plus importante économie d'Europe dépend des lois de l'Union Européenne, la Cour a demandé à la Cour de justice européenne, à laquelle appartiennent des juges des 28 pays, de donner son avis sur la question.

Un tigre de papier

La Cour allemande a jugé le programme anticonstitutionnel, mais plutôt que de prendre une décision à son sujet, elle s'est tournée vers la Cour de justice du Luxembourg.

Si c'est le genre d'action que la Cour allemande prévoit de prendre, elle ferait mieux de se dissoudre.

LA SPIRALE INFERNALE DE LA CAPITALISATION BIDON

Publié le **26 février 2014** par **robertbibeau**



ROBERT BIBEAU:

La crise systémique expliquée aux ouvriers

La crise systémique du mode d'économie politique commence habituellement par la surproduction de marchandises – une surproduction relative s'entend – la surproduction des produits en fonction d'un marché solvable (\$). Pendant ce temps, des centaines de millions d'humains n'ont pas accès au minimum vital pour survivre et se reproduire. Mais comme ces pauvres n'ont pas de quoi payer, ils ne constituent pas un marché. Le marché solvable (crédit y compris) se rétrécit, même en Occident, suite aux ponctions effectuées par l'État (taxes, droits, impôts), additionnées à la diminution des dépenses de l'État, celles destinées à la population et à la reproduction de la force de travail. L'appareil de commercialisation trouve de moins en moins de marchés pour les marchandises à écouler qui s'entassent dans les entrepôts. C'est la surproduction de produits au milieu de la pénurie des appauvris dans ce monde endormi.

Pourquoi cette résurgence soudaine de la surproduction? Qui ou quoi amorce chaque nouvelle crise de surproduction? C'est que l'économie capitaliste n'est aucunement planifiée. La **main invisible du marché** est une main anarchique, sensible au profit maximum, quel que soit le prix à payer. La production augmente dans les secteurs occasionnellement profitables pour des raisons cycliques. Ainsi, les profits sont plus élevés dans certains secteurs de l'économie – là où la productivité est momentanément élevée, le plus souvent pour le motif d'une éphémère innovation technologique, grâce à un nouveau procédé de fabrication, suite à des cadences de travail plus intenses, par le prolongement de la journée de travail. Mais toutes ces tactiques pour maintenir les taux de profits élevés sont rapidement imitées par les concurrents si bien que l'accumulation de plus-value relative ne dure pas et tous les concurrents se retrouvent sur le même pied à se disputer les mêmes marchés saturés.

À l'étape suivante, les usines de production de biens de consommation courants réduisent leur production et licencient tout comme les distributeurs, les entreprises de transport, les grossistes et les détaillants, ceux-ci réduisant leur consommation entraînent les monopoles de fourniture d'énergie et de matière première dans leurs déconvenues. Elles aussi congédient et réduisent leur production. Ça fait bien des clients qui se retrouvent soudain à la rue avec des revenus restreints ce qui les amène à réduire leur train de vie et à accentuer la chute de la consommation et de la surproduction.

La financiarisation de l'économie impérialiste moderne

À moins que (?) même sans revenu suffisant, ces clients puissent acheter et consommer comme avant. Peut-on entraver l'affaissement des marchés en les maintenant artificiellement élevés par l'étalement des emprunts à crédit (à intérêt composé)? Pour un temps certainement. Les banques le démontrent chaque jour avec leur crédit à la consommation débridé. Mais tout cela n'a qu'un temps, jusqu'au jour où le père Fouettard passe par là percevoir sa livre de sang, fini le bon temps du «tout à crédit».

Désespérer les banques centrales des pays impérialistes s'y sont jetées, et elles se sont mises à propager la monnaie inflationniste augmentant démesurément la masse monétaire nationale et internationale. Nous traitons ici des grandes monnaies (Dollar, Euro, Yen, Yuan) qui régulent les monnaies

des pays dépendants, ces petits pays capitalistes vivant sous l'impérialisme. Ainsi, le franc CFA d'Afrique francophone (15 pays africains dépendants) est attaché à l'euro et subit tous les contretemps qu'encaisse l'euro et il en est de même des autres monnaies nationales dont les pays font commerce avec l'une ou l'autre des grandes puissances mondiales (dollar canadien et autres).

Les banques privées d'affaires et d'épargnes, à partir de ces émissions de monnaies centrales produisent-elles aussi de la monnaie (c'est l'effet levier). Les banques privées monnayent leurs créances et créent ainsi d'autres monnaies officielles, car toute opération de crédit est une opération de création de monnaie (1). Les marchés sont bientôt inondés de liquidité ce qui entraîne la chute des taux d'intérêt sur l'argent et réduit les rendements des placements (à taux fixe-déterminé ce sont les obligations – à taux anticipé, ce sont les actions).

Tout se tient dans cette économie anarchique vampirisée par le fric. Cet afflux continu de monnaie accumulée entre de moins en moins de mains monopolistes financières garantit la spéculation boursière – le spéculateur n'ayant souvent même pas à déboursier son paiement avant de revendre ses actifs pour encaisser son profit (utopique) et réinvestir dans une aventure spéculative encore plus utopique et lucrative et ainsi empocher davantage de profits à haut rendement évanescent, car adossé à du vent.

Ces investissements à haut rendement accroissent davantage la masse monétaire en circulation ce qui réduit d'autant les profits sur les placements boursiers et gonfle la bulle sur le point d'éclater. La bourse s'affole et s'envole alors la production s'étiolle, l'emploi diminue, la consommation stagne d'où les investissements productifs (machineries et moyens de production, matières premières et énergie) régressent, car les profits anticipés sont trop risqués à la fois parce que la consommation diminue – les marchés se contractent – ainsi que les investissements en moyens de production et en forces productives sont si importants que les rendements sur l'argent s'effondrent. Il devient alors plus intéressant en terme de rendement sur l'argent de spéculer sur les marchés, sur du vent, plutôt que sur les céréales, le blé, les matières premières et l'énergie. Ce sont les cocktails d'actifs toxiques et les montages financiers « titrisés » sulfureux voués aux gémonies qui se répandent sur le marché boursier, question de surfer sur l'envolée des indices factices. C'est ce que les économistes à la

solde appellent la **financiarisation** de l'économie sans pouvoir ni l'expliquer ni surtout la contrée car c'est une loi incontournable de l'économie politique capitaliste.

La tertiarisation de l'économie impérialiste moderne

La tertiarisation de l'économie et de l'emploi est la résultante de la financiarisation de l'économie impérialiste. La tertiarisation de l'économie est elle-même une conséquence de la monétarisation des échanges.

Reprenons à l'envers la chaîne des conséquences. La financiarisation de l'économie – la monétarisation des échanges a eu pour conséquence de renforcer le fétichisme de l'argent, d'accroître de façon incommensurable la quantité de monnaie en circulation au point qu'au stade impérialiste du capitalisme l'argent produit de l'argent sans passer par le cycle de la production de marchandise, en d'autres termes sans passer par le circuit de valorisation du capital.

Nous le réitérons, dans ce circuit parallèle l'argent produit de l'argent en tant que marchandise – mais une marchandise qui perd petit à petit sa valeur symbolique « représentative » d'une valeur marchande réelle (marchandises concrètes). Trop d'argent se retrouve soudainement à poursuivre trop peu de marchandises ce qui dévaluent cette marchandise particulière qu'est la monnaie-argent-crédit. L'ultime aboutissement sera le jour où comme en Allemagne en 1930 quand il fallait une brouette entière de marks dévalués pour acheter un kilo de beurre inexistant? Contrairement à ce que prétend la gauche réformiste, cet aboutissement n'est pas voulu ni souhaité par les banquiers. Ce résultat inespéré est la conséquence des lois de fonctionnement obligées de l'économie capitaliste tétanisée – la loi de la propriété privée des moyens de production – la loi de la recherche du profit maximum – la loi de la dégradation de la composition organique du capital – la loi de la baisse du taux social moyen de profit – et la loi de l'enrayement du processus de valorisation du capital. Nul économiste ni dirigeant politique ni capitaliste ne peut empêcher ces lois de diriger l'économie capitaliste vers la crise dont ils chercheront un jour à s'extirper en engageant la destruction de forces productives et de moyens de production par une crise ou pires par une guerre génocidaire.

Fin de la première partie. Semaine prochaine. **La crise expliquée en deux équations.**

RÉFÉRENDUM EN ÉCOSSE : 49 – 37

Patrick Reymond 25 février 2014

C'est le score annoncé pour le référendum sur l'indépendance écossaise. Les deux pinces se resserrent visiblement.

Ce qui, pour une union vieille de 3 siècles, est loin d'être flamboyant, et les arguments du gouvernement contre sont pitoyables. "Vous n'aurez plus la livre", "vous ne pourrez pas adhérer à l'Union Européenne" (c'est une sanction, ça, ou une récompense ??? Prière de diffuser le mode d'emploi sans tarder).

De plus, le pétrole et le gaz de la mer du nord s'épuise, et sont trop court pour une Royaume Uni de 60 millions d'habitants, mais reste pantagruélique pour une Ecosse de 6 millions. Pour le Royaume uni, ça pose aussi un sérieux problème. La balance commerciale, déjà farfelue, deviendra kafkaïenne, autant qu'ubuesque...

Mais en continuant sur sa lancée, il est sûr que le gouvernement britannique va faire le jeu des indépendantistes. Après tout, dans les égoïsmes inter-étatiques générées par libéralisme et dérégulation, pourquoi les régions riches paieraient pour les pauvres, alors qu'au niveau national, les riches ne veulent absolument plus rien payer.

Dans le mouvement de dislocation, l'Ukraine tient aussi la corde. Pourquoi les russophones de Donetsk, produisant 25 % de la production industrielle, tournée vers la Russie voudrait désormais payer pour l'ouest, qui l'interdit de parler sa langue.

De plus, l'Ukraine et son nouveau régime est mal parti visiblement : il lui faut 35 000 millions, alors que l'Union Européenne en proposait 610.

«Il y a trois donateurs potentiels: l'Union européenne, le FMI et bien sûr la Fédération de Russie, et jusqu'à maintenant le problème principal est qu'il faut négocier des conditions, mais avec qui? Personne ne va signer un chèque en blanc».

Pour la Russie, ça semble désormais mal barré, et pour les autres, vus les conditions demandées, ils risquent bien, là, de déclencher une vraie révolution.

«Les manifestants du Maïdan ne s'attendent bien sûr pas à devoir se serrer la ceinture, mais j'ai bien peur qu'à terme (les Ukrainiens) ne puissent pas y

couper», «Afin d'éviter un effondrement total non pas dans les prochains mois mais dans les prochaines semaines, l'Ukraine a besoin d'argent maintenant», a déclaré un cadre de ce lobby bancaire. L'effondrement ? Du lobby bancaire ? **GLORY, GLORY ALLELUIA !!!**

«Les désillusions risquent d'être rapides et la situation reste très inflammable en Ukraine».

C'est sûr, que dans le contexte actuel, annoncer une politique d'austérité risque de faire partir les kalachnikovs toutes seules...

Ianoukovitch s'est avéré être un gouvernant faible, mais il avait quand même une légitimité. Le suivant est illégitime et encore plus faible. Et la contestation pro-européenne, c'est du masochisme à l'état pur, comme tout ce qui concerne d'ailleurs, Bruxelles.

Eolien au Danemark

Patrick Reymond 25 février 2014

33 % de la production en 2013, l'objectif de 2020, soit 50 %, reste d'actualité. En décembre, c'est 55 % de la consommation qui a été couverte par l'éolien.

Moi, naïvement, je croyais, en écoutant le lobby nucléaire, qu'on ne pouvait dépasser 20 %.

En conséquence, donc, le pouvoir français, le vrai, EDF, envisage de construire d'autres EPR.

Hollande, notre Ianoukovitch local (pouvoir faible et inconsistant), envisage donc de signer ici. Même si les autres générations de réacteurs, Chinois et hindous devraient être en rupture totale avec ce qui existe.

En Grande Bretagne, d'ailleurs, l'éolien semble économiquement rentable, voir très rentable, et encore mieux, stable économiquement, et conférant de l'indépendance énergétique.

On dit qu'il devrait y avoir 80 millions de véhicules supplémentaires, et donc aggraver la tendance au gap et au manque de pétrole.

Il faut se méfier, car l'accroissement n'est pas aussi important. 80 millions, c'est la production globale, et dans les marchés matures, c'est du remplacement, une progression faible, voir un recul, pas du nouveau

véhicule, et du remplacement, souvent en plus sobre.

Il faut poser les problèmes de manière rationnelle. De plus, l'espérance de vie des véhicules est loin d'être la même partout. cela dépend beaucoup de l'infrastructure, et il faudrait connaître aussi, les parcs réels existant.

Ce qui est loin d'être le cas, et d'ailleurs, il existe des "zones grises", et les véhicules sont souvent à l'abandon, des réserves de pièces détachées, et des carcasses devenues abandonnées, dont les maires ruraux font souvent la chasse...

En commune urbaine, c'est plus simple. Elles flambent.

Pour ce qui est du renouvelable, il est en train de changer de statut, et de devenir incontournable.

En France, on préfère donner 10 milliards au MEDEF pour qu'il crée 100 000 à 300 000 emplois. l'emploi crée, donc, coûte la peau du cul, entre 35 000 et 100 000 euros par an. Et dire qu'on se fout de la gueule des emplois aidés (bien moins chers, eux...).

'Maintenant, le gouvernement américain veut vos mots de passe'

par Audrey Duperron 26 juil. 2013 Express.be



Le gouvernement américain a demandé aux grandes sociétés de l'Internet de lui communiquer les mots de passe des utilisateurs, affirme le site CNET qui tient cette information de sources anonymes du secteur des technologies.

L'une de ces sources affirme que sa société a reçu plusieurs demandes du gouvernement dans ce sens, mais qu'elle a continuellement refusé de s'y soumettre. Une autre indique avoir reçu plusieurs « demandes légales » de communication des mots de passe stockés de la part du gouvernement fédéral. Dans certaines de ses demandes, le gouvernement réclamerait non seulement les mots de passe d'un utilisateur, mais également l'algorithme de

codage, et ce que l'on appelle « salt » (sel), un groupe aléatoire de lettres ou de nombres utilisé pour compliquer le décryptage permettant de retrouver le mot de passe. Dans d'autres demandes, le gouvernement aurait également sollicité la communication des réponses aux questions secrètes associées au compte de l'utilisateur, qui lui permettent le cas échéant de se faire communiquer son mot de passe lorsqu'il l'a oublié, par exemple.

L'accès aux mots de passe pourrait permettre aux autorités américaines de se connecter comme l'utilisateur et d'avoir accès à ses correspondances confidentielles, à se faire passer pour lui en ligne, ou même de prendre connaissance de contenus protégés par le même mot de passe sur d'autres applications ou appareils. Si cette information est correcte, cela implique une nouvelle escalade dans le contrôle des données privées exercé par l'une des agences américaines du renseignement, la NSA (National Security Agency), écrit Declan McCullagh de CNET.

Selon le magazine, les grandes compagnies de l'internet, Facebook, Google, Yahoo!, Apple, Microsoft, AOL, Verizon, AT & T, Time Warner Cable et Comcast, ont refusé de dire si elles avaient reçu ce type de demandes de la part du gouvernement lorsque le site leur a posé la question. Le FBI a refusé de commenter cette information.

« Avant de vous laisser ronger par ce nouveau rapport, gardez en tête qu'il ne s'agit que d'un rapport. Declan McCullagh de CNET, qui s'est mis récemment à épier les activités de surveillance du gouvernement, cite deux sources anonymes (...). Nous ne savons rien de ces sources anonymes et toutes les compagnies à qui McCullagh a posé la question de [ces demandes ont ou bien nié avoir reçu ce type de demandes, ou bien refusé de répondre](#) », écrit Adam Clark Estes de Gizmodo.

«Cependant, il n'est pas nécessaire de faire un grand effort pour penser que ce rapport est juste. Nous avons appris cette semaine (...) que le gouvernement demandait également les clés de chiffrement, et les mots de passe n'en sont que l'étape suivante. Même si le gouvernement ne demande pas de mot de passe, McCullagh nous mène à croire que le gouvernement cherche à « cracker » les mots de passe de quelques utilisateurs. On ne sait pas s'il a des autorisations appropriées, ou des mandats de justice en bonne et

due forme pour le faire. De même qu'il n'est pas certain que nous saurons un jour ce qui se passe vraiment ».

[Euro : même Jean-Marc Vittori vient de comprendre !](#)

par BA - [Billet invité Blog du Yéti](#) 26 février

L'euro rejoindra le florin d'Autriche-Hongrie, la couronne de Tchécoslovaquie, le dinar de Yougoslavie, le rouble de l'URSS, etc, dans le grand cimetière des monnaies plurinationales.

Même les plus acharnés partisans de l'euro commencent à comprendre ce que nous devons préparer.

Nous devons préparer l'après-euro.

Même [Jean-Marc Vittori](#) vient de le comprendre !

Même Jean-Marc Vittori, éditorialiste aux [Échos](#) !

Mieux vaut tard que jamais.

Mardi 25 février 2014.

[Se préparer à l'après-euro](#) :

« Il est des messages que l'on ne délivre pas avec joie : l'euro a moins d'une chance sur deux de survivre. »

[Se préparer à l'après-euro](#)

Par [Jean-Marc Vittori](#) | 25/02

La zone euro semble traverser des eaux plus calmes. Mais aucun de ses problèmes n'est réglé. Sur fond de croissance lente, le statu quo ne peut pas s'éterniser : il faudra approfondir ou démanteler. Or l'adhésion faiblit.

Il est des messages que l'on ne délivre pas avec joie : l'euro a moins d'une chance sur deux de survivre. Il est donc temps de songer à l'après-euro. Le message peut sembler paradoxal. La monnaie commune paraît aujourd'hui sauvée. Après la plus grave crise de sa jeune histoire, les indicateurs se

remettent au vert. L'activité est répartie fin 2013, plus fort qu'on ne le croyait. L'Etat emprunte à 3,5 % en Espagne comme en Italie, pratiquement deux fois moins cher qu'il y a deux ans. L'euro approche de 1,40 dollar, son change le plus élevé depuis 2011. Mais, au fond, rien n'est réglé. La zone euro reste enfermée dans un cercle vicieux. La dette des particuliers, des entreprises, des Etats restera trop lourde dans les années à venir face à une croissance trop lente pour rembourser sans peine et une inflation trop faible pour éroder la montagne.

Il faut donc profiter du répit actuel pour se préparer à la suite des événements. La croissance trop lente réveille les vieux démons. En Italie, en Autriche, en Allemagne, en Finlande, en France, bien sûr, des partis politiques très différents les uns des autres prospèrent sur une idée commune : la vie serait plus belle sans l'euro - et au-delà, sans l'Europe. Ils vont sans doute obtenir un succès éclatant aux élections européennes de juin. Selon les pointages des experts de Deutsche Bank sur le prochain Parlement européen, un député sur six, voire un sur quatre, appartiendra à la mouvance anti-européenne.

Ce vote-condamnation prend racine dans un chassé-croisé de souvenirs. D'abord, la génération de la guerre s'efface, et avec elle le sentiment d'une impérieuse nécessité : l'entente entre pays voisins. Ce n'est pas faire injure à Helmut Schmidt et à Valéry Giscard d'Estaing de dire que l'essentiel de leur oeuvre est désormais derrière eux.

L'Europe contre les peuples

Ensuite, la génération de la crise s'affirme, et avec elle la mémoire d'une cruelle évidence : l'Europe en a été la béance. Ce sont les nations qui ont sauvé banques et industries. Les dirigeants de la Commission ont disparu de la scène pendant le drame. Après, ils ont réapparu en une étrange trinité, avec le FMI et la Banque centrale européenne (la troïka), donnant des conseils d'étouffement qu'il a fallu ensuite inverser pour sauver ce qui pouvait l'être. Difficile de faire mieux pour donner corps à l'idée d'une Europe contre les peuples. Une idée de surcroît alimentée par les gouvernants nationaux, qui partent sans cesse « *en guerre contre Bruxelles* » - en France à propos des OGM ou de la réforme bancaire, pour prendre des exemples récents

La langueur persistante de la croissance fera le reste, dans un continent où un

actif sur huit est au chômage. La Banque centrale européenne, dont le président, Mario Draghi, a pourtant promis qu'elle ferait « *ce qu'il faudra* » pour sauver la monnaie commune, n'y pourra pas grand-chose. Non seulement la politique monétaire n'est pas un outil très efficace pour doper l'activité, mais, de plus, le très subtil arrêt rendu début février par la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe lui coupe les ailes.

Dans cette drôle d'Union monétaire sans solidarité budgétaire, le statu quo ne peut pas s'éterniser. Il faudra choisir entre [l'approfondissement](#) ... ou le démantèlement. En attendant, les tensions vont fatalement monter. Au fil des mois, l'idée d'une « sortie de l'euro » va gagner du terrain. Mais l'euro n'est pas un club ou un pub d'où l'on sort à volonté. Le départ d'un pays fera exploser la monnaie unique. Maints économistes ont certes imaginé des systèmes séduisants sur le papier - les [euros sud et nord](#) du professeur du CNAM Christian Saint-Etienne, les [sorties temporaires](#) proposées par le président de l'institut allemand IFO Hans-Werner Sinn. Sauf que... ces systèmes ne tiendraient pas une journée sur les [marchés financiers](#), où des centaines de milliards seraient aussitôt placés pour gagner de l'argent sur le prochain mouvement. Là aussi, un autre souvenir semble s'être estompé : celui des tempêtes monétaires qui ont soufflé sur l'Europe jusqu'au début des années 1990.

Dans cette rupture, la France pourrait hélas jouer les premiers rôles. [Un tiers de ses habitants](#) souhaitent désormais le retour au franc. La tentation du repli y apparaît partout. Jusqu'à... [la Française des Jeux](#) , qui a renationalisé début février l'Euro Millions ! A chaque tirage du Loto européen, elle promet « *un millionnaire garanti en France* ». Plus profondément, l'économie du pays a longtemps été droguée aux dévaluations qui compensaient sa dérive des salaires et des prix - un problème toujours pas résolu. Et les gouvernants de gauche - comme auparavant ceux de droite - enchaînent les « chocs » sans jamais parvenir à retrouver le chemin de la croissance. [Christopher Pissarides](#) a mis [les pieds dans le plat](#) le mois dernier. Ce prix Nobel d'économie 2010, qui avait été l'un des rares Britanniques partisans de l'entrée du Royaume-Uni dans l'euro, a dit tout haut dans le quotidien « The Telegraph » ce que nombre d'experts pensent tout bas à Paris : « [En cas d'échec de vraies réformes en France], *je serais très inquiet de ce qui arriverait à l'euro.* »

L'éclatement de l'euro aurait des conséquences incalculables. Il remettrait en

question la construction communautaire entamée il y a maintenant plus de soixante ans. Ce n'est heureusement pas une certitude. Il faut revenir ici au latin, à un vieil adage paraphrasé après un appel lancé sur Twitter par votre serviteur. Le précis Merlin Caesar propose : « *Si vis euro, para mortem ejus.* » - « Si tu veux l'euro, prépare sa mort. » Le moins orthodoxe Monteno avance : « *Si vis euros, para chaos.* »

Jean-Marc Vittori

Jean-Marc Vittori est éditorialiste aux « Echos ».

[De la dictature \(babelienne\) à la démocratie](#)

Aux infos du Nain mercredi 26 février 2014

Je remets en exergue ce documentaire précédemment posté :



<http://www.youtube.com/watch?v=v2HzWwjZcpw> (51:36 min)

Il m'interpelle réellement. Surtout cette référence à ce manuel pratique révolutionnaire "[De la dictature à la démocratie](#)" qui a servi de base commune à toutes ces révolutions colorées...

Et je vous invite à regarder le documentaire en gardant à l'esprit ce que font Soral et Dieudonné en France...

D'après le documentaire, le manuel insiste sur plusieurs points :

constitution d'une marque permettant de servir de point de ralliement et d'identification. Cf quenelle. Cf logo E&R.

☛ déstabilisation morale des forces de l'ordre qui servent de ligne de défense en dernier recours du colosse au pieds d'argile au pouvoir. Je vous renvoie aux quenelles de militaires, de policiers, aux polos arborés par Soral dans ses conversations...

En fait, Dieudonné et Soral appliquent tout simplement à la dictature babelienne occidentale ses propres méthodes de renversement de régimes totalitaires.

Tout ceci transpire d'ailleurs plusieurs fois dans les conversations de Soral quand il parle de [Gramsci](#), ou explique comment Rosa Luxembourg trop idéaliste et puriste, a fini fusillée quand le margoulin Lénine avec sa bande de loufiats, lui, a fait tomber le régime du tsar.

Dans ce cadre là, la journée de "Jour de colère" a été un coup d'essai de la révolution qu'ils tentent de faire venir. Sauf que franchement, pour l'instant, ça ressemble plus à Dieppe 1942 qu'à Normandie 1944...

Cette stratégie et cette volonté ont été parfaitement comprises par le pouvoir de la dictature babélie en place. Sauf qu'ils ne peuvent pas l'énoncer clairement, car le seul fait qu'un dissident à la forme de régime en place puisse fédérer des gens derrière lui, constituerait un aveu du pouvoir comme quoi il est totalement illégitime, et absolument pas démocratique. **Le fait même qu'on puisse appliquer aux démocraties occidentales les méthodes de renversement de régimes totalitaires est un aveu même sur la nature du régime en place.** La démocratie représentative et d'opinion (ie la dictature de la Banque) ne peut être forcément que le régime pur et parfait.

Cette délégitimation, aujourd'hui, de la dictature babelienne transpire d'ailleurs dans le documentaire, alors qu'on y voit Bush y sortir les conneries, encore habituelles il y a 10 ans, sur la démocratie, et qui aujourd'hui, ne passeraient absolument plus, tellement elles ont perdu tout sens et ancrage dans le réel, et alors qu'on voit que le pouvoir a de plus en plus peur du peuple, des referendums, et qu'il décide quasi systématiquement désormais contre la volonté du peuple.

Dans le cas français, dans un premier temps, le pouvoir a tenté la stratégie de l'édredon. Ignorer, faire croire que toute dissidence ne peut juste pas exister. Sauf qu'à l'âge de l'Internet, avec en plus la faillite de 2008 et la marche forcée vers l'Empire qui se dévoile désormais ouvertement, ça n'a pas marché.

Maintenant, le pouvoir essaie de discréditer frontalement, par l'excommunication ad hitlerum, mais sans jamais répondre sur le fond, parce qu'il ne le peut pas. Cette stratégie sera à coups sûr un échec total, alors qu'elle poussera forcément les gens, curieux par nature, à aller écouter ces dissidents mettre des mots sur ce que tous ressentent dans leurs tripes sans arriver à le verbaliser. Surtout quand en plus, cette tentative d'excommunication vient d'un pouvoir et de médias parfaitement honnis et impopulaires. Pire que ça, avec Internet, la dissidence devient une marche plus sûre vers le succès et l'ascension sociale que les voies bouchées, encombrées, médiocratiques, occupées dynastiquement, exigeant soumission intégrale, des médias et des partis du pouvoir qui ne tiennent plus que par la distribution de rentes toujours plus massives.

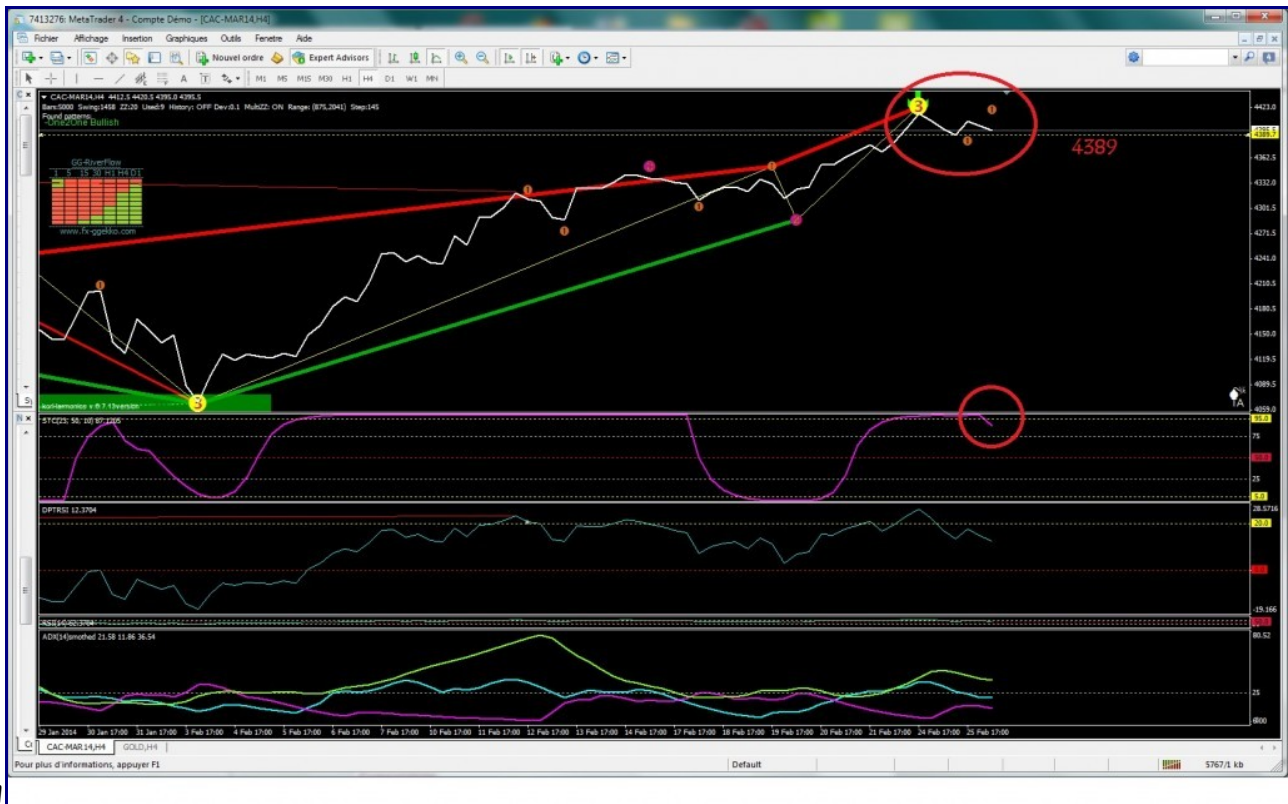
La véritable différence, profonde, d'avec les révolutions colorées, c'est que, eux, n'ont pas accès à la fausse monnaie de la Banque. Vu que justement, par définition, ils essaient de la renverser. Et même, on voit bien que le pouvoir essaie par tous les moyens, même illégaux, de les attaquer au porte-feuille. Sauf qu'aujourd'hui, il y a 1) Internet, qui permet de diffuser à coût quasi nul, et 2) le bénévolat, alors que le projet de traître intégral que constitue l'agenda babelien suffit à servir de repoussoir absolu.

Maintenant, je suis pas sûr de vouloir le même monde qu'eux...

On a le même enfer, mais je doute qu'on aie le même paradis...

Cacounet (cac40) : Un warning vient de s'allumer en Unité de temps 4 heures!

Posted on 26 février 2014 Qui perd Gagne



Notre indicateur **SchaffTrendCycle** pique du nez!

Une baisse se dessine !...

Les **4389** donnent sur le graphique le niveau critique !

Les rendements décroissants des zones suburbaines.

Par Nathan Lewis - *New World Economics*
Publié le 26 février 2014

J'abordais récemment le sujet des rendements décroissants du matérialisme héroïque.

Les banlieues font partie intégrante de notre matérialisme héroïque. Comme toute autre tendance qui puisse être rattachée au matérialisme héroïque, la banlieue a autrefois représenté une avancée phénoménale avant de nous apporter des bénéfices stables, et ne nous pose plus aujourd'hui que des

problèmes.

Le ton de mes articles était jusqu'à présent assez général, mais aujourd'hui, j'aimerais aborder le sujet d'un point de vue purement financier et vous parler des bénéfices tirés du capital investi sur le développement des banlieues.

Toute tendance d'investissement tend à suivre un certain modèle, que Warren Buffet appelle 'innovateurs, imitateurs et idiots'.

Les innovateurs sont les premiers à faire leur entrée en scène (j'aurais plus tendance à dire que les visionnaires arrivent les premiers, mais ceux-ci ne sont généralement pas des hommes d'affaires. Les innovateurs empruntent leurs idées aux visionnaires et les transforment en des entreprises profitables).

L'innovation se caractérise par des profits potentiellement très élevés, mais également par la prise de risque. Il est impossible de déterminer à l'avance ce qu'il va se passer. Par exemple, l'iPhone s'est trouvé être très profitable pour Apple et lui a permis de dégager une marge bénéficiaire très importante. Mais les choses auraient pu se passer très différemment, parce que lors de sa lancée, il était un produit innovant.

Une fois que l'innovation est mieux comprise, d'autres tentent de capturer une partie des profits. Du capital afflue sur un même secteur, la compétition s'intensifie, et les marges diminuent. Puis viennent les imitateurs, en très grand nombre. Au départ, la compétition peut avoir des airs innovateurs, mais seulement en termes d'amélioration de produits, pas de création de produits nouveaux.

Après quelques temps, les choses se standardisent. Certaines améliorations peuvent encore apparaître, mais elles n'ont plus rien d'extraordinaire. Les retours sur capital chutent jusqu'à atteindre leur moyenne historique, et le niveau de risque devient très faible puisque le processus d'innovation est largement établi.

Vers la fin du cycle, deux choses se produisent. La première vague d'imitateurs s'avère relativement douée, et des gens commencent à se dire 'si

lui peut le faire, alors moi aussi'. Apparaissent alors des vagues successives d'imitateurs, chacune d'entre elles moins talentueuse que la précédente. Et puis viennent les idiots – des gens qui imitent les produits des imitateurs et subissent un échec cuisant. Les idiots pensent que le risque est très faible parce que nombreux imitateurs ont connu le succès avant eux. Mais il se trouve en réalité que le risque augmente parce que le marché devient saturé, que les profits disparaissent et que la nouvelle vague d'idiots n'est pas sensible au risque. Trop de capital se trouve investi. Les retours sur capital chutent jusqu'à passer en-dessous de la moyenne historique. Au final, beaucoup de capital se trouve investi sur des projets qui ne rapportent plus rien – des pertes qui pourraient être dans de nombreux cas décelées à l'avance.

Aujourd'hui, nous aborderons les choses du point de vue d'un développeur et nous pencherons sur les nouvelles additions à l'enfer suburbain et les nouveaux projets de construction, et non ce qui existe déjà. Au cours de ces quelques 90 dernières années – depuis l'introduction sur le marché d'automobiles abordables comme la [Ford T des années 1920](#) – voici à quoi a ressemblé le schéma d'expansion de l'enfer suburbain :

- 1) Construction de maisons familiales de plus en plus loin du centre-ville.
- 2) Construction de maisons de plus en plus grandes.
- 3) Construction de centre commerciaux à proximité de ces maisons (et donc de grands parkings).
- 4) Construction de routes de plus en plus larges pour accommoder le trafic causé par les constructions ci-dessus.
- 5) Construction d'autoroutes pour rendre plus rapide le trajet entre les banlieues et d'autres parties de la ville.

Sans surprise, ce schéma a finalement atteint ses limites :

- 1) Les nouveaux développements finissent par être loin de tout, ce qui implique des heures de transport dans les deux sens pour se rendre où que ce soit.
- 2) Les maisons sont si grandes que plus personne n'a de sous pour les acheter.

3) Construction de beaucoup trop de centres commerciaux horribles.

4) Utilisation de plans d'aménagement (parkings, espaces verts, routes...) pour rendre le tout moins laid.

Face à de tels problèmes, voici quelles solutions s'offrent à nous :

1) Développer de nouveaux projets plus proches du centre-ville, des stations de train, des plages ou des centres de commerce.

2) Construire des maisons plus petites et plus abordables.

3) Construire moins de centres commerciaux.

4) Organiser le territoire de manière à ce qu'il soit plaisant pour ceux qui y vivent.

Tout naturellement, ces solutions correspondent parfaitement à notre idée traditionnelle de la ville. Mais je n'entrerai pas dans les détails tout de suite.

Ce que veulent les développeurs d'aujourd'hui, c'est vendre aux personnes qui ont les revenus les plus élevés. Pourquoi ? Parce que ce sont les seuls qui peuvent encore se permettre d'acheter dans le cadre actuel de développement suburbain. Ils peuvent se permettre de vivre dans des quartiers plus chers, d'avoir deux voitures, de payer plus de taxes pour le développement d'infrastructures publiques (immenses autoroutes) et d'acheter les grosses maisons que les concessionnaires immobiliers veulent construire (parce que c'est ce qu'ils ont toujours fait et qu'ils en tirent encore des marges intéressantes).

Il est devenu quasiment impossible de vendre une maison à bas prix aujourd'hui, puisqu'elles ont toutes été construites entre 2000 et 2005 et se vendent aujourd'hui pour un prix bien inférieur à leur coût de construction. C'est la manière qu'a le capitalisme de nous dire que nous devons cesser de construire.

En revanche, cet excès de maisons disponibles finit toujours par disparaître. Certaines sont tout simplement abandonnées puis rasées. Même à très bas prix, elles sont situées dans des quartiers où personne ne veut vivre. C'est par

exemple le cas de la ville de Detroit et des banlieues Californiennes. Avec le temps, les maisons sont abandonnées et se détériorent, et il ne vaut pas la peine de dépenser de l'argent pour les remettre en état. Elles sont bien souvent occupées par des individus déplaisants aux activités étranges (squatteurs, laboratoires de production de métamphétamine...) auprès desquels personne ne voudrait habiter. Les gens qui pourraient être intéressés par ces propriétés réalisent bien vite qu'ils ne pourraient financièrement pas se permettre le coût de leurs déplacements jusqu'à leur lieu de travail, et que le marché de l'emploi local est inexistant. Qu'il soit implanté à Détroit ou dans un quartier tout neuf du désert de Californie, le domicile finit par disparaître.

Dans les zones les plus attrayantes comme Miami ou San Diego, l'excès de propriétés disponibles est vite absorbé par les nouveaux arrivants.

Viendra un jour où se posera la question de savoir quoi construire ensuite. Les développeurs se rendront compte qu'il ne vaut plus le coup de construire de banlieue trop étendue autour du centre urbain. Les maisons deviendront plus petites, de 1000 pieds carrés en moyenne, comme dans les années 1950.

Ces solutions auront un lien direct avec les coûts et les bénéfices. Les banlieues ne sont pas des endroits particulièrement plaisants, et le seul moyen d'y attirer des gens est de vendre les maisons qui s'y trouvent pour un prix très peu élevé – ce qui signifie aussi pour une marge peu importante voire inexistante. Et plus vous habitez loin du centre, plus vous devez conduire, ce qui coûte aussi très cher.

Les développeurs immobiliers ne sont pas des gens diaboliques. Ils construisent ce qui peut leur apporter des rendements. Ils sont pour la plupart imaginatifs et flexibles. Ils sont des créateurs et donc, dans la nature des choses, ouverts à de nouvelles idées. Tout nouveau projet de construction naît d'une idée nouvelle, d'un rêve d'entrepreneur, et c'est quelque chose dont ils ont l'habitude. Le problème vient des personnes avec qui ils travaillent, comme les architectes responsables de développements entiers, les bureaucrates municipaux, les banques (qui ont très peur du risque), les investisseurs, etc...

Nous sommes désormais au beau milieu d'un cycle de contraction de crédit.

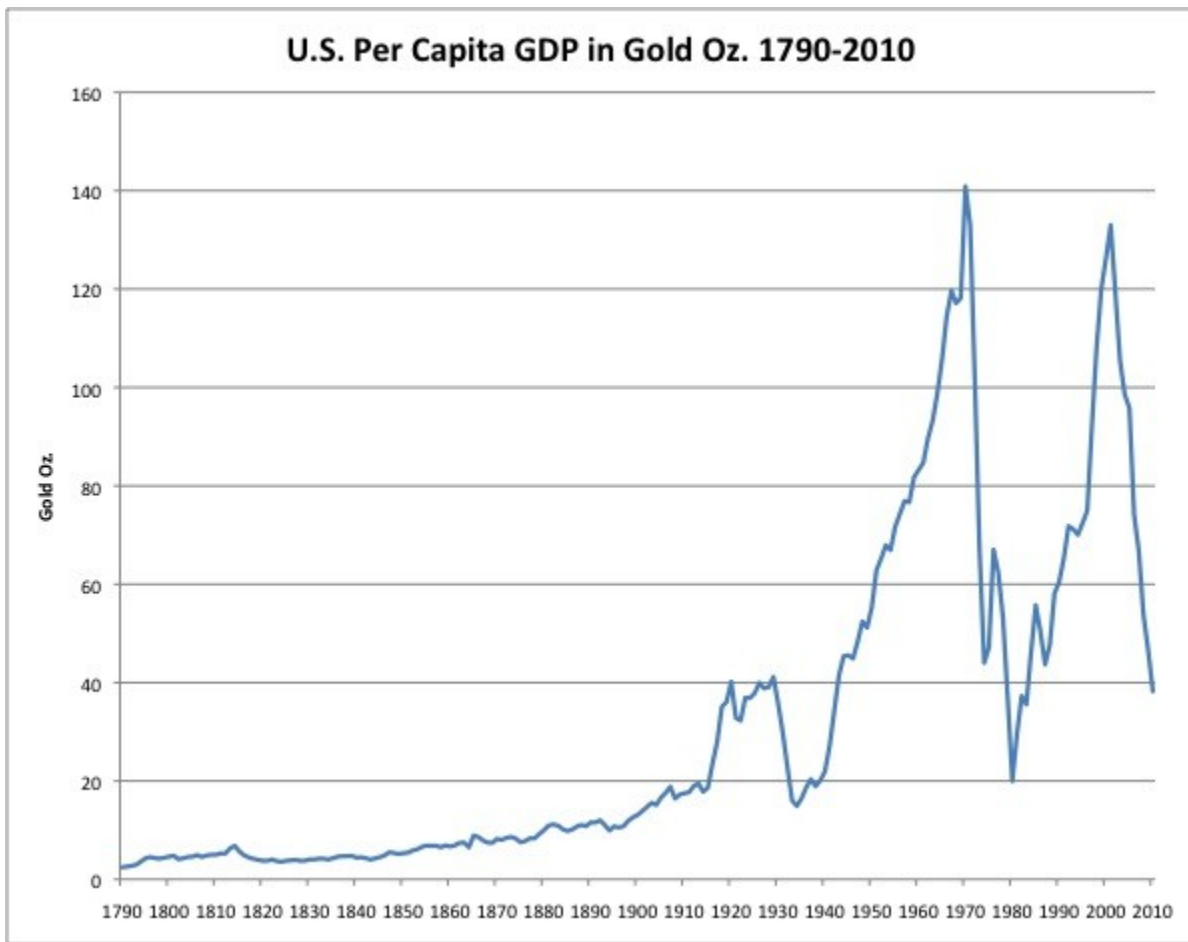
C'est du moins le cas de l'économie privée. Les gouvernements sont quant à eux plongés dans leur propre phase d'autodestruction par la dette. Et cela pourrait durer un moment.

Ce que cela signifie est que ceux qui auraient les moyens d'acheter une maison se montrent conservateurs quant au ratio prix d'achat/revenus. La notion de 'trois fois le revenu annuel' est considérée conservatrice de nos jours, mais ce n'est qu'une estimation de la somme maximale que les gens peuvent désormais emprunter tout en ayant une chance de pouvoir un jour rembourser leur dette. Mais cela n'a en réalité rien de conservateur.

J'appellerais moi-même cette attitude « pousser les choses jusqu'à leur limite ». Les gens pensent plutôt acheter une maison qui coûte deux fois leur revenu annuel (je conseillais autrefois aux gens de viser l'achat d'une propriété équivalente à un an de salaire, mais les Américains ont tendance à toujours acheter la plus grosse maison possible). Le revenu annuel moyen se situant autour des 50.000 dollars et stagnant depuis maintenant des décennies en termes de prix des biens à la consommation, les promoteurs devraient réaliser que les gens sont à la recherche de propriétés coûtant aux alentours de 100.000 à 150.000 dollars. Cela se traduirait par des propriétés de 100m² voire moins dans des zones où les prix des terrains sont les plus élevés.

Year	# in HH	Sq Ft	Sq Ft/Person
1950	3.38	1,000	296
1960	3.29	1,200	365
1970	3.11	1,400	450
1980	2.75	1,570	571
1990	2.63	2,080	791
2000	2.59	2,200	849
2007	2.55	2,400	941

En multipliant le pied carré par personne des années 1950 (296) par la taille moyenne des ménages d'aujourd'hui, nous obtenons 755 pieds carrés, soit entre 500 et 1000 pieds carrés.



Le revenu par tête ajusté à la dévaluation du dollar est aujourd'hui similaire au niveau de 1950.

Il semblerait logique qu'un même revenu par tête se traduise par un retour au nombre de pieds carrés par tête de 1950.

Les nouveaux acheteurs rechercheront sans aucun doute une maison qui ne soit pas loin de tout en termes de transports, et cela devra se traduire par plus de développement urbain plutôt que par l'expansion des banlieues, mais aussi par la construction de bâtiments qui puissent abriter plusieurs familles – parce que si vous construisez des habitations de 500 à 1000 pieds carrés, il serait logique que vous en aménagiez plusieurs dans un même bâtiment. Construire des bâtiments en ville coûtera cher. Pour maintenir le prix des domiciles de ville à 150.000 dollars, il faudrait construire des appartements. Un développeur immobilier doit être capable de construire une unité d'appartements pour moins cher que son prix de vente, mais également s'assurer un retour sur capital ajusté au risque. Il faut aussi bien souvent

construire des parkings, des circuits électriques, des routes... pour alimenter ces nouvelles constructions. Pour vendre une maison ou un appartement entre 100.000 et 150.000 dollars, le coût de construction par appartement ne doit pas dépasser les 70.000 dollars. Le coût de construction variant de 100 à 200 dollars par pied carré, il est clair que les appartements une fois finis ne pourront pas dépasser 1000 pieds carrés.

Peut-être l'idée de vendre aux plus riches viendra-t-elle bientôt à s'essouffler, parce qu'il existe déjà bien trop de propriétés de plus de 2500 pieds carrés qui leur sont destinées. Il se pourrait bien que l'offre vienne bientôt à surpasser la demande. Peut-être les idiots sont-ils déjà entrés en jeu ?

Aux Etats-Unis, la première chose que tenteront de faire les gens sera d'imiter le modèle hypertrophique du XIXe siècle, ou en d'autres termes, Brooklyn. Cela permettrait de régler le problème de densité de population/logements multi-familles, etc... C'est bien évidemment la solution à laquelle nous pensons tous lorsque nous nous penchons sur ce problème, parce qu'elle nous est si familière (les nouveaux urbanistes des Etats-Unis veulent imiter le modèle hypertrophique très impopulaire du XIXe siècle). Mais cela ne fonctionnerait pas. Pourquoi ? Parce que ce type d'aménagement du territoire existe déjà dans certaines villes, et que ces endroits sont depuis des années devenus des taudis. Les banlieues étaient supposées régler le problème de l'hypertrophie du XIXe siècle. Les acheteurs potentiels, lorsqu'ils jetteront un œil à des projets de ce type, se rendront tout de suite compte qu'ils ne sont qu'un autre Queens, à l'exception peut-être d'une minorité d'entre eux destinés aux plus fortunés. Même les quartiers les plus riches construits au XIXe siècle étaient loin d'être des îlots de paradis. Les New-Yorkais fatigués de vivre dans l'Upper East ou l'Upper West Side étaient si nombreux qu'ils sont devenus clichés. Ils passaient des heures dans les transports en commun juste pour éviter certains endroits, et ont pour beaucoup fini par déménager.

La vraie solution est la construction de villes traditionnelles, peut-être aménagées légèrement différemment pour pouvoir accueillir quelques parkings, voire une station de train pour éviter un afflux trop important de voitures. Et nous devrions commencer à nous lancer dans de tels projets dès

aujourd'hui.

Les transports en commun deviendront plus populaires, parce que la famille Américaine moyenne ne peut plus se permettre d'acheter plus d'une voiture, ce qui avec deux parents qui travaillent devient très vite un problème. Une voiture coûte aux alentours de 7000 dollars par an, ce qui représente une importante part des 50.000 dollars de revenus annuels des ménages. Deux voitures reviennent bien trop cher. Une voiture qui n'est que rarement conduite coûte certainement autour de 2000 dollars par an en termes d'assurance et de dépréciation de valeur. Il est donc possible pour beaucoup de posséder une voiture et de ne pas la conduire énormément, en restant dans son propre quartier dans la semaine par exemple.

En matière de profit, les villes traditionnelles sont le pari parfait. Il suffit de construire des endroits où il fait bon vivre – bien que la banlieue de Tokyo et l'Italie du Sud soient également des lieux plus que vivables – qui peuvent également rester peu chers, parce que les surfaces habitables des maisons et appartements y sont restreintes. Si vous offrez aux gens des appartements agréables et peu chers, alors vous avez l'opportunité de faire des profits considérables, même à 100.000 voire 50.000 dollars l'unité.

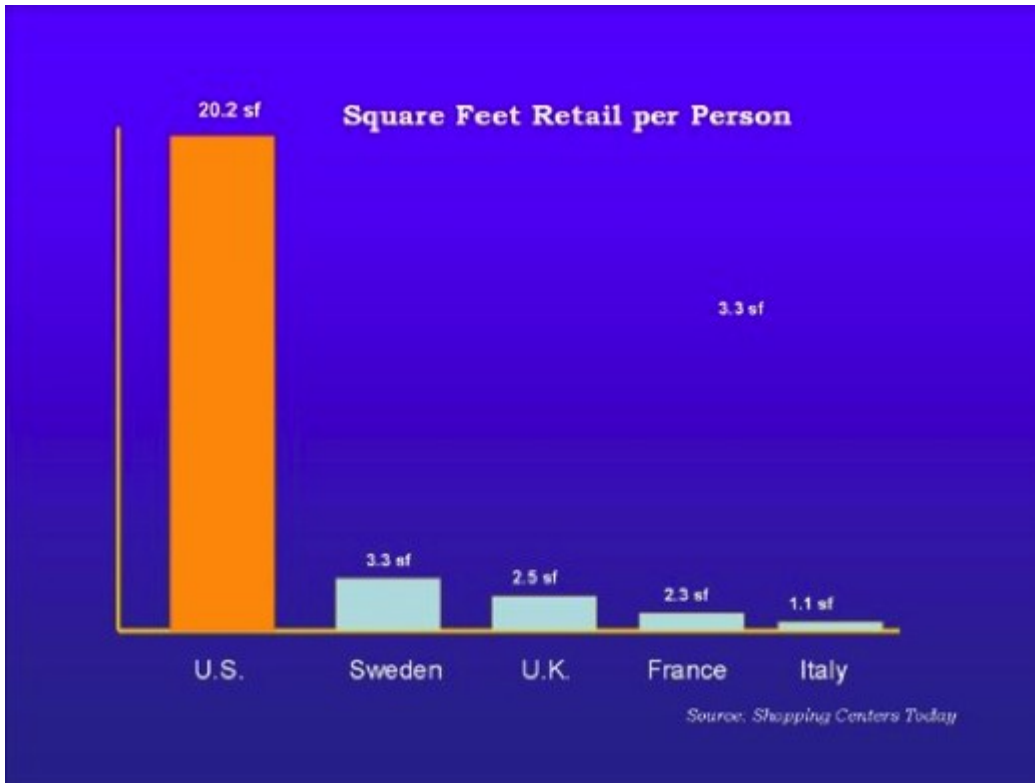
Qu'en serait-il des zones commerciales des banlieues suburbaines ? Beaucoup d'entre elles seraient rasées. Pourquoi ? Parce qu'il faudrait augmenter la densité de population de ces zones, et donc raser quelque chose. Bien entendu, la zone à raser est celle qui a le moins de valeur. Une grande maison suburbaine typique vaudrait toujours très cher parce qu'il serait possible d'y loger une famille élargie ou de la diviser en plusieurs unités. Il est plus facile de diviser une maison de 2500 pieds carrés en trois unités de 800 pieds carrés que de construire trois appartements de 800 pieds carrés.

Les zones commerciales des zones suburbaines font face à trois problèmes majeurs :

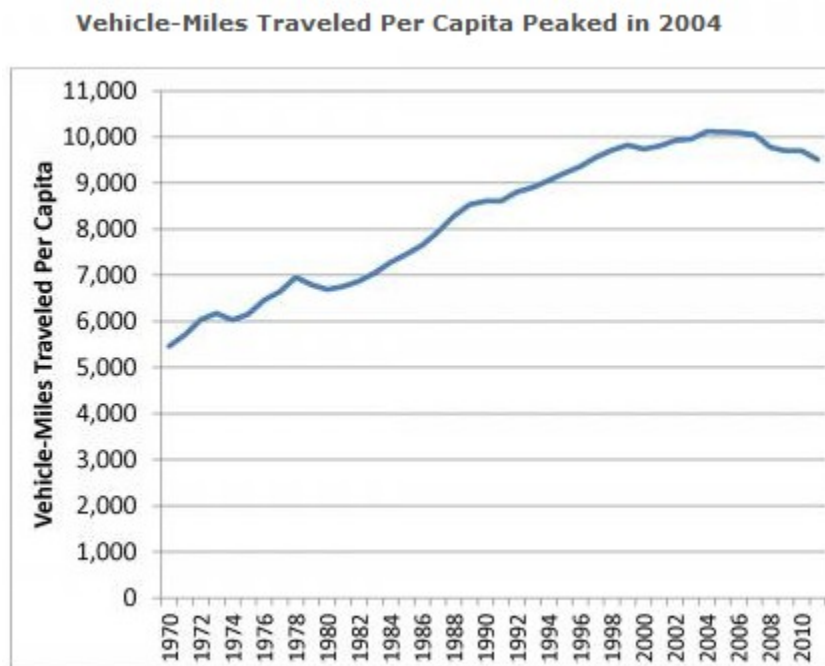
1) Il y en a beaucoup trop.

2) Les familles, dont le salaire réel diminue, sont de moins en moins enclines à acheter quoi que ce soit.

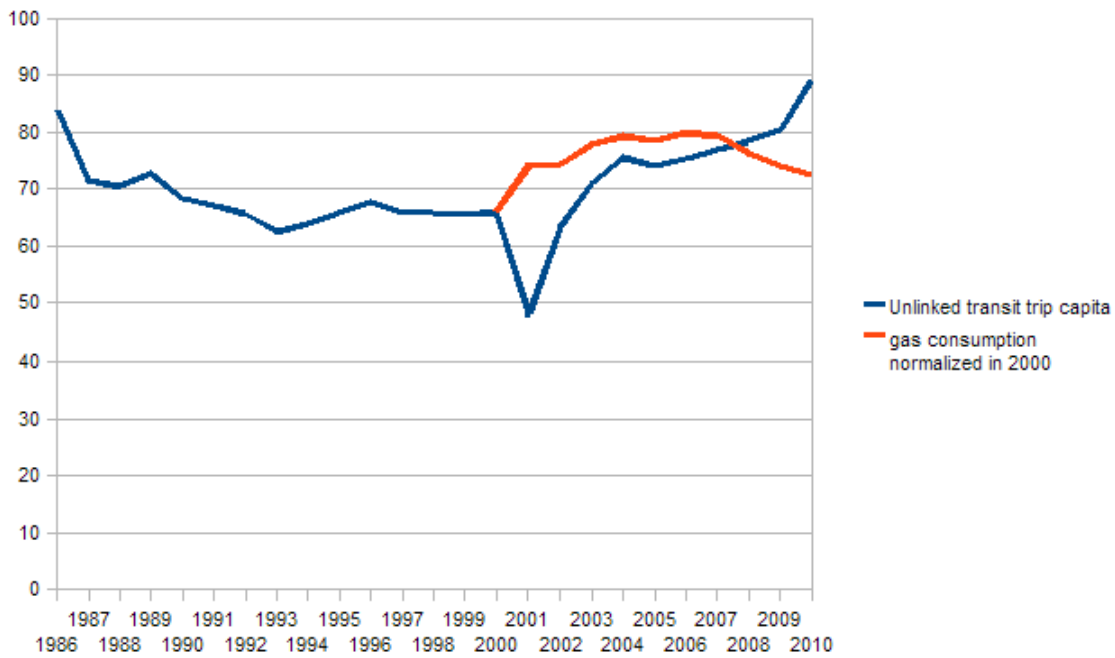
3) Les zones commerciales subissent la concurrence des sites de vente sur internet comme eBay et Craigslist.



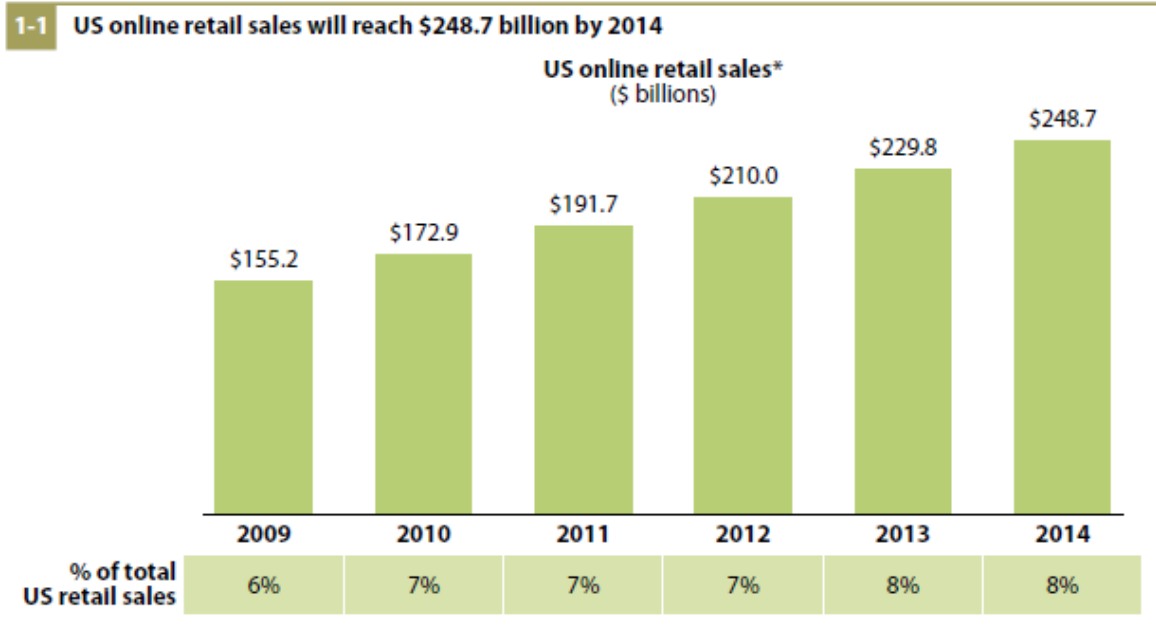
Les Etats-Unis ont bien trop de zones marchandes.



Les gens conduisent de moins en moins. Les voitures sont trop chères et n'amuse plus grand monde.



Les transports en commun reprennent de l'importance après un siècle de déclin.



Les sites de vente sur internet détruisent les commerces de briques et de ciment.

Bientôt, de nombreux centres commerciaux finiront par ne plus être rentables du tout. Lorsqu'un centre commercial est occupé à moins de 70%, il est comme mort. Les magasins qui restent se relocalisent peu à peu. Nous nous retrouverons d'ici peu de temps avec un certain nombre de centres commerciaux vides sur les bras.

La vente sur internet ne représente que 8% du commerce de détail. Mais même si cela peut paraître peu, certains secteurs ne peuvent pas être absorbés par l'internet, comme par exemple les fruits et légumes (13%), l'essence (11%), la restauration (11%), les automobiles et pièces (19%), le matériel de construction (6%), et ainsi de suite. Les 50% qui restent subissent une pression très forte, tout particulièrement les livres, la musique, la vidéo, l'électronique...

C'est pourquoi il serait possible de raser des centres commerciaux pour y construire de nouveaux appartements.

[11 novembre 2012: HTMAPODWTTTC 10: Let's Bulldoze a Big Box Shopping Center 2: No, Seriously](#)

[1 avril 2012: How To Make a Pile of Dough With the Traditional City 7: Let's Bulldoze a Big Box Shopping Center](#)

Au départ, les nouvelles villes de type traditionnel devront certainement être compatibles avec l'enfer suburbain tel que nous le connaissons aujourd'hui. En d'autres termes, avec tout ce qui restera autour du centre commercial qui aura été rasé. Les gens vont dans un premier temps avoir besoin de voitures et de parkings. Mais ce besoin ne sera pas plus difficile à satisfaire qu'il ne paraît.

Ce que j'essaie de dire ici, c'est que les développeurs vont commencer à construire des villes de type traditionnel, qu'ils le veuillent ou non, parce que financièrement, ce sera la meilleure chose à faire. Certains développeurs se pencheront sur des projets qui seront susceptibles d'attirer une majorité de gens (la classe moyenne) tout en leur apportant un profit maximum pour un coût minimum. Il serait bon d'éviter cinquante années d'expériences ratées et

de commencer dès aujourd'hui par construire des endroits où il fait bon vivre.

[histoire] Les machines à mort ?

25/02/2014 | Robert Skidelsky

LE CERCLE. LONDRES – Au début de la révolution industrielle, les travailleurs du textile dans les Midlands et dans le nord de l'Angleterre, principalement les tisserands, ont déclenché une révolte spontanée, détruisant leurs machines, et incendiant leurs usines. Leur revendication était que les machines modernes leur volaient leurs salaires et leurs emplois.

Les rebelles prirent leur nom, et leur inspiration, d'un supposé Ned Ludd, dont on dit qu'il fut un apprenti tisserand qui détruisit deux métiers à tricoter en 1779 dans une « crise passionnelle. » Robert Calvert écrivit une ballade à son sujet en 1985 : « Ils disaient que Ned Ludd était un garçon idiot/Que tout ce qu'il savait faire était de démolir et détruire, » commençait la chanson. Puis : « Il dit à ses compagnons de travail : 'Mort aux machines'/Elles piétinent notre avenir et écrasent nos rêves. »

Les ravages des Luddites atteignirent leur point culminant en 1811-12. Un gouvernement alarmé envoya plus de troupes pour mettre au pas ces régions agitées qu'il y en avait de disponibles pour Wellington dans la guerre péninsulaire contre Napoléon. Plus de cent Luddites furent pendus ou déportés en Australie. Ces mesures ont permis de restaurer la paix. La machine a gagné : les Luddites sont une note de bas de page dans l'histoire de la révolution industrielle.

Les historiens nous disent que les Luddites furent victimes d'une conjonction temporaire de hausse des prix et de baisse des salaires qui les a menacé de famine dans une société dotée d'une couverture sociale minimale. Les Luddites, cependant, accusaient les machines de leurs malheurs.

Les nouveaux métiers à tricoter et les métiers à tisser mécaniques pouvaient fabriquer les étoffes beaucoup plus rapidement que les meilleurs artisans tisserands travaillant dans leur propre maison. Coincés entre les charges fixes

(la location et le maintien de leurs équipements à domicile) et la chute des prix, des dizaines de milliers de familles furent condamnées à la pauvreté.

Leur situation critique suscita une certaine sympathie ([Lord Byron fit un brillant discours](#) en leur défense à la Chambre des Lords) ; contrairement à leurs arguments, cependant. Le progrès ne pouvait être rejeté : l'avenir reposait sur la production mécanique, et non sur le travail artisanal à l'ancienne. Comme nous l'a appris Adam Smith, tenter de réguler le négoce était comme tenter de « réguler le vent. »

Thomas Paine parlait en faveur du radicalisme de la classe moyenne lorsqu'il disait : « Nous savons que chaque machine visant à la réduction du travail est une bénédiction pour la grande famille dont nous faisons partie. » Il y aurait bien sûr un chômage ponctuel dans les secteurs bénéficiant des avancées technologiques ; mais en contribuant à accroître la richesse réelle de la communauté, la production mécanique permettrait à long terme le plein emploi à de meilleurs salaires.

Tel était le point de vue initial de l'économiste le plus influent au dix-neuvième siècle, David Ricardo. Mais dans la troisième édition de ses [Principes de l'économie politique](#) (1817), il intégra un chapitre sur les [machines](#) qui modifiait son orientation. Il était désormais « convaincu que substituer les machines au travail humain est souvent très préjudiciable à la classe ouvrière, » que la « même cause susceptible d'améliorer le revenu net du pays pourrait dans le même temps rendre la population inutile. » En conséquence, « l'opinion soutenue par la classe ouvrière, que l'emploi de machines est souvent au détriment de leurs intérêts, n'est pas fondée sur un préjugé et une erreur, mais conforme aux principes corrects de l'économie politique. »

Imaginez seulement : les machines « pourraient rendre la population inutile » ! L'économie ne peut proposer de sombres perspectives. Les partisans orthodoxes de Ricardo s'en sont rendus compte, considérant qu'il devait s'agir d'une défaillance du Maître. Mais était-ce bien le cas ?

L'argument pessimiste est le suivant : si les machines qui coûtent 5 dollars de l'heure peuvent produire le même travail que des travailleurs qui coûtent 10 dollars de l'heure, les patrons sont incités à substituer le travail humain par les machines jusqu'à ce que les coûts s'équilibrent – ce qui veut dire, lorsque les salaires des travailleurs auront chuté à 5 dollars de l'heure. Lorsque les

machines deviennent toujours plus productives, les salaires ont tendance à baisser plus encore, vers zéro, et la population devient inutile.

Maintenant, ce n'est pas ainsi que cela c'est passé. La part du travail dans le PIB est restée constante tout au long de l'ère industrielle. L'argument pessimiste ignorait le fait qu'en baissant le coût des marchandises, les machines ont contribué à améliorer les salaires réels des travailleurs – leur donnant plus de pouvoir d'achat – et que la meilleure productivité du travail permettait aux employeurs (souvent sous la pression des syndicats) de payer plus par travailleur. On pensait aussi que les machines et les travailleurs étaient des substituts proches, alors que le plus souvent, les travailleurs pouvaient encore faire des choses que les machines ne parvenaient pas à faire.

Cependant, ces trente dernières années, la part des salaires dans le revenu national est en baisse, en conséquence de ce que les professeurs de MIT [Erik Brynjolfsson](#) et [Andrew McAfee](#) ont appelé la « deuxième ère des machines. » La technologie informatique s'est profondément répandue dans le secteur des services, prenant les emplois pour lesquels le facteur humain et les « fonctions cognitives » étaient jusque là jugées indispensables.

Dans la vente, par exemple, Walmart et Amazon sont des exemples majeurs qui démontrent que les nouvelles technologies contribuent à la baisse des salaires des travailleurs. Parce que les programmes informatiques et les humains sont de proches substituts pour ces fonctions, et compte tenu de l'amélioration prédictible de la puissance informatique, il semble qu'il n'y ait pas d'obstacle technique au licenciement des travailleurs dans l'ensemble de l'économie des services.

Oui, il y aura encore des activités qui nécessiteront des compétences humaines, et ces compétences peuvent être améliorées. Mais il est aussi très vrai que plus les ordinateurs feront de choses, moins l'intervention humaine sera nécessaire. La perspective d'une « réduction du travail » devrait nous remplir d'espoir plutôt que d'appréhension. **Mais dans notre type de société, il n'existe pas de mécanismes pour transformer le licenciement en loisir.**

Ce qui me ramène aux Luddites. Ils prétendaient que puisque les machines coûtaient moins cher que le travail, elles feraient baisser les salaires. Ils ont plaidé la cause de la compétence contre le bon marché. Les plus réfléchis d'entre eux avaient compris que la consommation dépend du revenu réel, et

que diminuer le revenu réel détruit les entreprises. Mais surtout, ils avaient compris que la solution aux problèmes créés par les machines ne se trouverait pas dans la panacée du laisser-faire.

Les Luddites avaient tort sur bien des points ; mais ils méritent peut-être un peu mieux qu'une note de bas de page.